

**Initiative  
Spotlight**

*Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles*

# Mali, Afrique

## Rapport d'avancement narratif annuel

**01 Janvier - 31 Décembre 2022**

Initiée par l'Union Européenne et les Nations Unies





## Intitulé du programme et numéro du programme

Programme Titre : Programme National de Prévention et de réponse aux violences faites aux femmes et aux filles

MALI/AFRIQUE

Bureau MPTF Numéro de référence du projet : 1  
00111641

## Pays, localité(s), zone(s) prioritaire(s)

Mali/ Régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, San, Nara, Kita, Bougouni, Koutiala et le District de Bamako

## Partenaires clés

Ministères clés :  
Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale ; Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ; Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ; Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile ; Ministère de la Santé et du Développement Social ; Ministère de l'Éducation Nationale; Ministère de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction Civique et de la Construction Citoyenne ; Ministère des Affaires Religieuses, du Culte et des Coutumes ; Ministère de l'Économie et des Finances ; Ministère de la Communication, de l'Économie numérique et de la Modernisation de l'Administration ; Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation ; Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population ; Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme.

OSC :

TAGNE, Consortium CAEB-IWENE, Consortium Mouvement pour la Paix, ASDAP, APSEF, ASSAFE, AMSOPT, CROIX ROUGE ESPAGNOLE, PACINDHA, APDF, SINI SANUMAN,

Autres :

Office de Radiodiffusion et Télévision du Mali (ORTM)

Date de fin : 30.09.2023  
Date de début : 01.01.2019

Rapport soumis par :  
M. Alain Noudéhou DSRSG/RC/HC  
Email : noudehou@un.org

## Organisations bénéficiaires

PNUD, UNFPA, UNHCR, UNICEF, ONU FEMMES

## Coût du programme (US\$)

Budget total approuvé selon le document de programme national/régional Spotlight : 19,770, 057 USD

Phase I Financement Spotlight: 2 18.000.000 USD

Contribution des agences: 1.770.057 USD

Financement Spotlight et contribution des agences

| Noms du RUNO | Spotlight Phase I (+ II) (USD) | Contributions des Agences UN (USD) |
|--------------|--------------------------------|------------------------------------|
| PNUD         | 3,071, 802                     | 575,538                            |
| UNFPA        | 9,419, 594                     | 679,937                            |
| ONU FEMMES   | 5,762, 163                     | 255,513                            |
| UNICEF       | 6,549, 740                     | 2,341, 187                         |
| UNHCR        | 910,987                        | 69,138                             |
| <b>TOTAL</b> | <b>25,714, 286</b>             | <b>3,921, 313</b>                  |

# TABLER DES MATIÈRES

Liste des acronymes

Résumé exécutif

I. Changements contextuels et état de la mise en œuvre

II. Gouvernance et coordination du programme

III. Partenariats de programme

IV. Résultats

V. Capture des changements au niveau des résultats

Résultat 3 : Prévention et changement de normes sociales

Résultat 4 : Services de qualité

Résultat 6 : Renforcement des mouvements féminins

VI. Capture des transformations à travers les résultats

VII. Capture des changements au niveau des piliers

VIII. Titulaires de droits (« bénéficiaires » du programme Initiative Spotlight)

IX. Défis et mesures d'atténuation

X. Leçons apprises et nouvelles opportunités

XI. Pratiques innovantes, bonnes pratiques

XII. Communications et visibilité

XIII. Durabilité

XIV. Prochaines étapes

ANNEXES

## LISTE DES ACRONYMES

| SIGLES     | SIGNIFICATION   |
|------------|---|
| AMSOPT     | Association Malienne pour le Suivi et l'Orientation des Pratiques Traditionnelles |
| CNDH       | Commission Nationale des Droits de l'Homme  |
| DNP        | Direction Nationale de la Population  |
| DUE        | Délégation de l'Union Européenne  |
| EDS        | Enquête Démographique et de Santé   |
| FAFE       | Fonds d'Autonomisation de la Femme et de l'Épanouissement de l'Enfant             |
| GBVIMS     | Système d'Information sur les violences basées sur le genre                       |
| GRN/SC     | Groupe de référence national de la société civile                                 |
| INSTAT     | Institut National de la Statistique   |
| LTA        | Long term agreement   |
| MAECI      | Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale             |
| MGF        | Mutilation Génitale Féminine  |
| MPFEF      | Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille               |
| ODD        | Objectif du Développement Durable   |
| ONG        | Organisation Non Gouvernementale  |
| ONU FEMMES | Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes             |
| OSC        | Organisations de la Société Civile  |
| PDSEC      | Plan de Développement, Social, Économique et Culturel                             |
| PTN        | Pratiques Traditionnelles Néfastes  |
| PNUD       | Programme des Nations Unies pour le Développement                                 |
| PNVBG      | Programme National Violences Basées sur le Genre                                  |
| PTF        | Partenaires techniques et financiers  |
| UNFPA      | Agence des Nations Unies pour la Population                                       |
| UNICEF     | Agence des Nations Unies pour l'Enfance   |
| SNU        | Système des Nations Unies   |
| SR         | Santé de reproduction   |
| RCO        | Bureau du Coordonnateur Résident  |
| UE         | Union Européenne  |
| VAD        | Visites à domicile  |
| VBG        | Violences basées sur le genre   |
| VNR        | Rapport national volontaire   |

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La mise en œuvre du Programme Spotlight Initiative durant l'année 2022 a été très intense avec de nombreux défis. Il est important de rappeler que le contexte politico-sécuritaire a fortement impacté la qualité des résultats obtenus. L'absence de l'Assemblée nationale depuis 2020 et la réticence de certains leaders religieux influents notamment au niveau du Haut Conseil Islamique à l'adoption d'une loi contre les Violences Basées sur le Genre ont également constitué des entraves pour le programme.

La seconde phase du programme Initiative Spotlight démarrée en 2022 est la suite logique des interventions de la première phase, visant à continuer les actions entamées à travers la phase I mais surtout à renforcer les acquis de cette phase.

En dépit de ce contexte difficile, l'équipe de l'Initiative Spotlight a redoublé d'efforts afin d'exécuter son plan de travail autant que possible et obtenir certains résultats majeurs qui ont permis d'améliorer de façon significative les conditions de vie des femmes et des filles ainsi que des populations toutes entières.

En ce qui concerne le volet sensibilisation/communication pour la transformation des normes sociales négatives et sur les besoins de changement individuel, au moins 334 051 personnes (144 213 filles soit 43,17%, 62 360 garçons soit 18,67%, 86 196 femmes soit 25,80% et 41 282 hommes soit 12,36%) ont été touchées. Ces résultats sont les fruits de stratégies multiples (causerie, émission radiophonique, coaching, etc.) utilisées afin de toucher les publics cibles souhaités (leaders communautaires, autorités, jeunes et adolescents, femmes et filles). Il est important de signaler que le milieu scolaire a été une cible particulièrement importante cette année. Dans la même dynamique, environ : 31 causeries éducatives ont été réalisées, 69 espaces sûrs sont fonctionnels en plus de 829 clubs de maris et futurs maris fonctionnels à Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Bamako. Pour une implication active des collectivités

territoriales de Ségou, 89 élus locaux, communaux et enseignants ont été formés sur les VBG et sur le modèle « One stop center » et leurs rôles et responsabilités.

Un autre volet important qui a dominé cette année a été le renforcement des capacités. Ces renforcements ont concerné toutes les forces vives du programme, allant des acteurs/prestataires de la prise en charge des survivantes, aux leaders communautaires, en passant par les organisations de la société civile. Environ les capacités de 134 personnes ressources ont été renforcées sur les VBG. Les activités de communication ont été intensifiées de façon hebdomadaire à travers les grins, les CSCom et autres lieux de regroupement dans les localités d'intervention du Programme. Cela a pour but de rapprocher les services aux bénéficiaires et mieux sensibiliser les communautés (parents, tuteurs, pairs des mentorées, leaders communautaires) à travers les Causeries, Visites à domicile (VAD), Counseling, Projection vidéo et dialogues communautaires et aussi afin de garder le contact avec elles. Les femmes et les hommes sont les plus touchés, soit 60% pour les femmes et 19% pour les hommes, ensuite 12% pour les filles et 8% pour les garçons.

Aussi, l'on note une meilleure accessibilité des communautés (y compris des jeunes et adolescents) aux questions portant sur les VBG. En effet, la vulgarisation des messages/sensibilisations, les sessions de renforcement des capacités des personnes ressources au sein des communautés et la mise en place des mécanismes communautaires ont fortement contribué à améliorer l'accès à l'information sur les VBG et réduire le tabou autour de ces thématiques. Ainsi, 840 jeunes scolaires ont été sensibilisés sur les VBG : la prévention, la dénonciation et la référence des cas de VBG, d'abus et d'exploitation sexuels dans les écoles à Koulikoro. Chaque club d'enfants mis sur place a élaboré un plan d'action contre les VBG au sein de leur établissement scolaire dont la mise en œuvre se poursuit. A cela, il faut ajouter le renforcement des capacités de 170 acteurs (leaders religieux, traditionnels, groupements de

femmes) sur les services offerts, le mode de fonctionnement et l'accès aux services des One Stop Center. L'engagement certifié des communautés pour l'abandon des VBG demeure un objectif important mais également difficile à réaliser. Toutefois, malgré toutes ces difficultés, l'équipe de mise en œuvre du programme a obtenu l'adhésion certifiée de 224 communautés bénéficiaires du programme.

Pour la prise en charge de qualité des survivantes de VBG qui est l'une des finalités phares de la composante du programme Initiative Spotlight à travers le pilier 4, environ 953 personnes survivantes ont été prises en charge à travers les différents dispositifs installés à cet effet. Le constat général est une sollicitation accrue des One stop center par les communautés elles-mêmes, sans que cela ne soit une demande des ONG intervenant dans le secteur. Bien qu'encore à un niveau faible, il n'est pas rare que les communautés bénéficiaires du programme prennent le devant pour orienter des survivantes vers les ONG ou les One stop center. Toujours, en lien avec la prise en charge, la multiplicité des renforcements de capacité a permis de créer un environnement professionnel étoffé de ressources humaines ayant une connaissance de base plus ou moins avancée sur la prise en charge des survivantes. Bien que leur mobilité crée souvent des dysfonctionnements, il ressort que, tous les secteurs intervenant dans la prise en charge des survivantes disposent aujourd'hui de ressources humaines en quantité suffisante pour une prise en charge de qualité des survivantes. Pour le renforcement des capacités des prestataires, 287 prestataires ont été formés sur la prise en charge des cas de VBG.

Des activités de renforcement des capacités économiques et d'accompagnement des femmes et filles sont réalisées au niveau communautaire à travers les espaces sûrs, les maisons de la femme et les ONG partenaires. Ces activités sont suivies et appuyées dans le cadre des activités génératrices des revenus. Concernant les activités de transformation agroalimentaire (la production de la pâte d'arachide) et le séchage des produits locaux, environ 678 mentorées, (femmes et filles) y ont pris part. Il faut aussi noter l'atelier bilan des

activités de réinsertion socio-économique à travers le Fonds d'Autonomisation de la Femme et de l'Épanouissement de l'Enfant (FAFE). Cet atelier a permis de réviser les critères d'identification des bénéficiaires, les types d'activités ainsi que le plan d'action pour accompagner ces activités.

Parlant spécifiquement des jeunes et adolescents, la démarche adoptée par le programme sur le pilier 3 semble porter ses fruits. En effet, les récentes activités au sein des écoles ont montré que les élèves disposent déjà à des degrés différents, des connaissances de base sur les VBG et la santé sexuelle et reproductive. Il convient également de noter le volontarisme progressif des jeunes leaders religieux à adhérer à l'esprit et à la dynamique du programme Initiative Spotlight est de plus en plus constaté. En effet, l'équipe de mise en œuvre constate avec satisfaction plus d'ouverture d'esprit au sein des leaders sur la question de VBG et des pratiques néfastes, mieux leur disponibilité à conduire des sessions de sensibilisation. Les perspectives pour l'équipe de mise en œuvre sur cet aspect, visent à établir de plus en plus des points de « non-contrariété » entre les religions et la lutte contre les VBG comme les MGF comprises à tort par certains religieux comme étant une recommandation de la religion ou encore le mariage d'enfants qui se pratique mais défendu par la religion. Des argumentaires religieux ont ainsi été développés sur les VBG, PN et le mariage d'enfants par l'initiative spotlight qui ont servi de base pour les prêches et sermons dans les mosquées et les églises afin de renforcer la conviction des communautés sur le lien positif entre la religion et la lutte contre les VBG.

Enfin, pour l'adhésion certifiée des communautés entières à l'abandon de l'excision, le programme devra encore faire des efforts afin qu'il y ait des « effets contagions » entre les communautés qui ont déjà adhéré et celles qui ne le sont pas encore de la zone d'interventions.

Pour le renforcement des capacités des organisations et associations féminines (pilier 6), il faut noter le renforcement des connaissances et des capacités de 20 associations de femmes et de jeunes sur la prévention, la dénonciation,

leurs rôles et responsabilités au sein des communautés en tant qu'acteurs de changement et leur accompagnement. Ces organisations et Associations de femmes et de jeunes ont développé des plans d'action communautaire. Une feuille de route a été conçue pour le suivi post formation et l'accompagnement des femmes, filles et jeunes. Au-delà des chiffres, on peut conclure que, globalement, les résultats du programme sont encourageants. Cette conclusion est basée sur les progrès constatables çà et là dans les perceptions, la réduction des résistances sur le terrain, tout comme la résolution des difficultés relatives à la compréhension, l'appropriation, la réticence des leaders traditionnels et religieux sur les thématiques abordées au sein des communautés qui sont atténuées aujourd'hui.

Dans le cadre du renforcement des capacités des organisations de la société civile, le programme Initiative Spotlight et les partenaires étatiques (MPFEF) ainsi que des réseaux d'orga-

nisations féminines et de défenseurs des droits des femmes, la plateforme des jeunes engagés ainsi que les coalitions de chefs traditionnels et religieux ont été activement mobilisées dans les zones d'intervention du Programme Initiative Spotlight pour la conduite de plaidoyer à l'attention des décideurs administratifs, politiques, traditionnels et religieux.

Les personnes faisant face à de multiples formes de discriminations croisées notamment les femmes et les filles vivant avec un handicap, celles vivant avec le VIH ou avec l'albinisme ont bénéficié de renforcement de leurs capacités socioprofessionnelles. Des formations aux activités génératrices de revenus ont été tenues à leurs attentions et des kits ont été mis à leurs dispositions. Les acteurs intervenant sur les piliers 3, 4 et 6 du programme Initiative Spotlight ont évoqué les défis ci-dessous, pour lesquels des solutions ont été trouvées :

- une proportion élevée des gestions des cas de VBG à l'amiable au sein des communautés, au lieu de les référer aux dispositifs adéquats mis en place ;
- la mobilité des staffs des localités rurales vers les villes déstabilise souvent le dispositif holistique de l'offre de service ;
- l'amélioration de la confidentialité durant le processus de prise en charge dans les One Stop Center afin de réduire la stigmatisation ;
- le renforcement de la synergie et la coordination des actions des différents acteurs de la société civile.

Toutefois, il est important de rappeler qu'une bonne partie des actions entreprises en 2022, visait à consolider les acquis de la première phase d'une part et d'autres part de donner une réponse à l'ensemble des défis rencontrés par les agences et autres partenaires, pendant la mise en œuvre du programme dont les plus importants sont mentionnés plus haut.

## I. CHANGEMENTS CONTEXTUELS ET ÉTAT DE LA MISE EN ŒUVRE

Le contexte spécifique dans lequel le Programme Initiative Spotlight a été mis en œuvre pendant la période de rapportage reste marqué par la crise sociopolitique et la persistance de l'insécurité dans plusieurs zones d'intervention dudit Programme. Le contexte politique à travers l'application des sanctions de la CEDEAO a fortement marqué directement et indirectement la mise en œuvre du programme Initiative Spotlight durant le premier semestre 2022. Par ailleurs, la dynamique de la refondation du pays actuellement entamée par les nouvelles autorités renforce les dispositions de la protection et la prévention de la violence faites aux femmes, aux filles et aux groupes vulnérables. Cette situation constitue des opportunités pour le programme Initiative Spotlight et d'autres programmes similaires. Le programme Initiative Spotlight à travers le partenariat avec d'autres programmes a développé des activités génératrices de revenus pour les femmes survivantes. Ceci a permis de les insérer économiquement et d'atténuer l'impact du changement climatique sur leurs conditions de vie.

En ce qui concerne la pandémie du COVID 19, elle a été moins préoccupante en 2022 puisque les taux de contamination se sont avérés plus bas ainsi que le nombre de personnes sous traitement et le nombre de décès. Les mesures restrictives de regroupements prises par les autorités maliennes à la suite de la pandémie du COVID-19 ont été levées en 2022. Cela a impacté positivement la mise en œuvre des activités sur le terrain notamment les activités d'information, de sensibilisation,

de renforcement des capacités ainsi que les campagnes au niveau communautaire.

Les médias de proximité ainsi que les réseaux sociaux ont été mis à profit pour diffuser les informations qui peuvent atteindre une large frange des populations dans les zones d'intervention. Les hommes et femmes de médias ainsi que les communicateurs traditionnels formés ont largement contribué à véhiculer des messages positifs en faveur de l'abandon des VBG, particulièrement les MGF et mariages avant 18 ans. Cependant, Il faut également noter la réticence de certains leaders religieux influents sur certaines questions liées aux violences faites aux femmes et aux filles, particulièrement les MGF et mariages avant 18 ans, ce qui contribue à saper tous les acquis en termes d'éradication des VBG.

### Progrès accomplis dans la mise en œuvre dans le domaine de résultats

Malgré le contexte sociopolitique et la crise multidimensionnelle que connaît le Mali, le Programme Initiative Spotlight, sur un budget de 25.714.286 USD a pu atteindre 91,66% de taux de décaissement. L'atteinte de ce taux a été rendue possible en partie grâce à des approches innovantes entreprises par les agences bénéficiaires avec l'appui de toutes les parties prenantes.

Taux de décaissement au  
31 décembre 2022 (Phase I+II)

### Pilier 1

100%



cadre  
législatif et  
politique

### Pilier 2

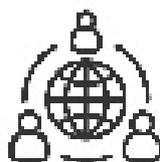
98%



Renforcement  
des  
Institutions

### Pilier 3

82%



Changement et  
Prévention des  
Normes Sociales

### Pilier 4

89%



Qualité des  
Services

Votre texte de paragraphe

### Pilier 5

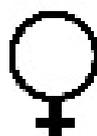
98,98%



Données  
de base

### Pilier 6

82%



Renforcement des  
mouvements des  
femmes

**Total 91,66%**

## II. GOUVERNANCE ET COORDINATION DU PROGRAMME

La coordination du Programme a impliqué plusieurs entités à savoir le gouvernement, le comité national de pilotage avec une implication constante de la Délégation de l'Union Européenne, le groupe de référence de la société civile, ainsi que les mécanismes de la coordination technique du système des Nations Unies. Les conditions ont été créées afin que ces entités puissent pleinement jouer le rôle qui leur était dévolu.



Conformément aux attributions consignées dans la décision de création, le Comité de Pilotage est une instance de gouvernance du programme. À cet effet, il peut convoquer une réunion ad-hoc pour examiner des questions pouvant entraver la bonne exécution du programme et proposer des mesures correctives ou toute initiative visant à améliorer les résultats du Programme au Mali. Il est présidé conjointement par le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale et le Coordonateur Résident des activités opérationnelles du Système des Nations Unies au Mali. Les membres qui composent ce comité sont :

- Ministre de l'Économie et des Finances ;
- Ministre de la Santé et des Affaires Sociales ;
- Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux ;
- Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation ;
- Ministre de la Sécurité et de la Protection civile ;
- Ministre de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté ;
- Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population ;
- Ministre de la Culture ;
- Ministre de la Communication, chargé des Relations avec les Institutions ;
- Ministre de l'Économie numérique et de la Prospective ;
- Ministre des Affaires Religieuses et du Culte ;
- Ministre de la jeunesse et des Sports ;
- Ministre de l'Éducation Nationale ;
- Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;
- Délégation de l'Union Européenne ;
- Représentant Résident du PNUD ;
- Représentant de l'ONU-FEMMES ;
- Représentant de l'UNHCR ;
- Représentant du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) ;
- Représentant du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) ;
- Représentants du GRN/SC Mali.

Le Comité de Pilotage est sous la co-présidence du ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale (MAECI) et de la Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies (SNU). Les réunions du Comité de pilotage visent d'adopter les recommandations du Comité Technique et de fournir des orientations stratégiques pour une meilleure mise en œuvre du Programme.

### a. Comité national de pilotage (COPIL)

La troisième réunion du comité de pilotage a eu lieu le Jeudi 3 novembre 2022 dans la salle de Conférence Me Alioune Blondin BEYE du Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale (MAECI) sous la co-présidence du Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, l'Ambassadeur Abdoulaye Tounkara, de l'Ambassadeur Adjoint de l'Union européenne, Monsieur Pascal Perennec, du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies, Monsieur Alain Noudéhou des représentants des Ministères clés, Chefs d'agences du PNUD, UNFPA, UNICEF, UNHCR, ONU Femmes et du groupe de référence national de la société civile. Cette rencontre avait pour objectifs d'approuver les documents produits par le Programme Initiative Spotlight, d'adopter les recommandations des travaux du Comité technique de Coordination et de proposer des orientations stratégiques pour une meilleure mise en œuvre de l'Initiative Spotlight durant la deuxième phase. En prélude à la cérémonie d'ouverture, deux vidéos de sensibilisation sur les VBG ont été projetées suivies de deux importantes présentations :

La première, faite par le point focal du Programme Initiative Spotlight au MAECI, a porté sur les réalisations 2020 et 2021 qui ont essentiellement porté sur :

- l'aperçu sur le PIS ;
- les principales activités réalisées
- les méthodes d'apprentissage utilisées au Mali par le PIS ;
- les pratiques innovantes et prometteuses.

La seconde présentation, faite par la Chargée de Programme au sein du Bureau du Coordonnateur du Système des Nations Unies, a porté sur le budget du Programme 2022. A l'issue de cette réunion, les recommandations suivantes ont été formulées :

- Améliorer la communication interne entre les parties prenantes ;
- Poursuivre la sensibilisation dans toutes les langues nationales à travers les médias ;
- Organiser une visite de terrain du Comité de pilotage de l'Initiative Spotlight ;
- Mener des réflexions sur la pérennisation du programme après le retrait des Partenaires ;
- Prendre en compte les violences sous toutes ses formes ;
- Renforcer l'implication des collectivités territoriales dans la lutte contre les VBG ;
- Veiller à l'application des recommandations antérieures ;
- Assurer l'implication des OSC dans la mise en œuvre du Programme ;
- Renforcer la synergie entre les différentes ONG de mise en œuvre dans les régions ;
- Améliorer la sécurité dans les zones d'exécution du Programme ;
- Mettre l'accent sur la sensibilisation en vue d'un changement de comportements ;
- Soumettre au Comité technique de coordination les recommandations pour leur mise en œuvre ;
- Organiser un Comité technique de coordination extraordinaire pour valider le budget.

### b. Groupe de référence national ou régional de la société civile (GRCS)

La société civile, et plus particulièrement les organisations, les activistes et les défenseurs des droits de la femme et de la fille sont les principaux moteurs du changement dans le travail visant à mettre fin aux VBG. En reconnaissance de leur leadership et de leur expertise, la société civile

est représentée en tant que partie prenante et partenaire clé à tous les niveaux de l'Initiative Spotlight notamment par le biais du Groupe de Référence National de la Société Civile (GRNSC). Conformément au principe de "ne laisser personne de côté", le Groupe de Référence Nationale de la Société Civile représente une grande diversité de groupes de femmes et de filles, y compris celles qui sont confrontées à des formes multiples et croisées de discrimination. Ce groupe a également été conseillé sur la manière d'impliquer efficacement la société civile dans la mise en œuvre de l'Initiative Spotlight au Mali pour la réalisation de ses objectifs, notamment au cours des réunions des Comités de Pilotage et Technique de Coordination.

En accord avec les priorités fixées par le GRNSC, un plan d'action budgétisé à hauteur de \$70,286 a été mis en œuvre avec l'objectif de mener des activités transversales dans les domaines ci-après :

- Suivi et évaluation participatifs ;
- Communication, plaidoyer et sensibilisation des hommes engagés, la campagne des 16 jours d'activisme, la mobilisation des artistes engagés contre les VBG et les formes de discriminations à l'endroit de toute la population pour leur implication dans la lutte contre les VBG ;
- Coordination et plaidoyer au niveau national.

Ainsi, le groupe a bénéficié des appuis conséquents tels que l'achat des équipements informatiques et le renouvellement de la connexion internet. Il faut signaler également la participation active du groupe aux activités des agences sur le terrain. Les membres du groupe ont participé à hauteur de souhait à la mission conjointe de suivi des activités du Programme Initiative Spotlight dans toutes les zones d'interventions

concernées. De même, le groupe a participé au global Learning symposium tenu à Cancun qui a réuni les parties prenantes de plus de 25 programmes nationaux et régionaux de l'initiative Spotlight pour un échange de connaissances mondial et qui a permis de réfléchir sur le parcours collectif et de galvaniser les gains afin de maintenir l'élan pour mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles.

### c. Coordination inter agences, comités techniques et autres mécanismes de gouvernance

Au cours de l'année 2022, le partenariat inter agence, comité technique de coordination et autres mécanismes de gouvernance ont été nécessaires pour la mise en œuvre du programme Initiative Spotlight. Chaque agence est lead ou Colead des piliers suivants : Pilier 3 : UNICEF/UNFPA, pilier 4 : UNFPA/ UNICEF et pilier 6 : ONU FEMMES/UNFPA. Ainsi, des réunions inter-agence, au regard de la complémentarité entre les différents piliers ont été tenues. La collaboration inter-agence au cours de cette seconde phase du programme est menée principalement avec les agences suivantes : UNICEF, UNFPA et ONU Femmes pour assurer la programmation des activités par pilier, le suivi, la coordination et le développement des synergies. Cette collaboration s'est faite tant

au niveau de la coordination qu'au niveau des partenaires sur le terrain. Ces trois (3) agences travaillent en étroite collaboration avec le Bureau du Coordonnateur Résident, les départements ministériels et les OSC pour l'atteinte des résultats escomptés par le programme.

Au niveau des zones d'intervention, les partenaires de mise en œuvre (IP) du Programme Initiative Spotlight participent aux réunions de coordination des cadres de concertation et des sous-groupes de travail « Protection » où se font les partages d'informations sur les activités en matière de VBG, d'intégration du genre, d'organisation de visite de terrain et de synergie dans les réponses. Ces IP sont les principaux animateurs de ces cadres de concertations.

#### d. Comité Technique de Coordination

Le Comité Technique de Coordination sous la co-présidence du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille et du Bureau du Coordonnateur Résident est composé de ministères clés, des représentants de la Délégation de l'Union Européenne, du GNRSC et des agences bénéficiaires des fonds de l'Initiative Spotlight. Cet organe a pour objectifs d'analyser et de consolider les rapports de mise en œuvre, d'identifier les défis liés à la mise en œuvre et de proposer des solutions, de valider techniquement tous les documents produits en vue de leur soumission au Comité de Pilotage, de faire des propositions sur la bonne marche

du Programme dans une perspective axée sur les résultats et sur les synergies d'action, de proposer les meilleures stratégies d'efficacité et d'efficience, d'identifier les potentiels obstacles et de proposer des solutions ainsi que de conduire des missions conjointes de suivi sur le terrain. Au titre de l'année 2022, la réunion du Comité technique de coordination s'est tenue et avait pour ordre de jour la validation du rapport 2021, la revue des recommandations issues de la mission conjointe du Programme Initiative Spotlight réalisée en décembre 2021 et les divers.

#### e. Utilisation des outils inter agence de la réforme des Nations Unies

Il existe un Business Operations Strategy (BOS) au Mali. Cela représente un pas important dans la mise en œuvre de la réforme du Système des Nations Unies et à travers le "Delivering As One" (DAO). Cet outil a permis de renforcer la cohérence et l'harmonisation de certaines activités du Programme. Les opérations communes (Operating as One) ont consisté :

- La présence de toutes les agences bénéficiaires des fonds du programme au sein de la Maison des Nations Unies a renforcé la coordination et la synergie des actions ;
- Lors de la formulation du projet Spotlight Plus avec le Canada, le Programme Initiative Spotlight a partagé avec l'UNFPA tous les acquis et les défis dans le cadre la planification stratégique.
- L'utilisation des LTA pour l'acquisition des équipements et matériels. Cette procédure liée aux opérations communes a renforcé la collaboration entre les agences et réduit les coûts

### III. PARTENARIATS DE PROGRAMME

Le Programme Initiative Spotlight a maintenu, voire consolidé son partenariat avec les parties prenantes (Gouvernement, Union Européenne, ONG, etc.) et a développé de nouveaux partenariats stratégiques pour une mise en œuvre optimale. Ces partenariats établis avec le Gouvernement, la DUE, les organisations de la société civile, les autres agences du SNU et les chefs traditionnels et religieux ont suscité une nouvelle dynamique dans les zones d'intervention. Comme les premières années de mise en œuvre du Programme Spotlight, la consolidation des partenariats établis a été

essentielle pour l'obtention des changements de comportements positifs en faveur de la protection des femmes et des filles. Le partenariat développé avec les chefs traditionnels et religieux à travers les coalitions à Bamako et dans les régions a permis de les engager davantage en faveur de la prévention des violences faites aux femmes et aux filles ainsi que l'identification et la référence des personnes survivantes vers les structures de prise en charge holistique. Cet engagement des chefs traditionnels et religieux a permis au programme de mettre en œuvre le principe de « ne laisser personne

de côté » grâce au soutien qu'ils ont apporté aux personnes faisant face à de multiples formes de discriminations croisées notamment les femmes et filles vivant avec un handicap, avec le VIH et celles atteintes d'albinisme dans le cadre de leurs renforcements de capacités socioprofessionnelles.

Les organisations féminines et de défense des droits des femmes ont démontré des capacités à tenir des sessions de plaidoyer/sensibilisation de haut niveau à l'attention des décideurs administratifs, politiques, traditionnels et religieux tant au niveau national que régional à travers les réseaux d'OSC.

La collaboration avec les organisations des jeunes a eu comme effet le renforcement de leur engagement personnel pour initier et mener des actions pour la prévention des violences faites aux femmes et aux filles et la promotion des droits à la santé sexuelle et reproductive.

Les partenariats favorisent l'appropriation nationale dès lors que ces acteurs mettent en

œuvre leurs propres initiatives avec ou sans l'appui du programme pour la prévention des violences faites aux femmes et aux filles. Les imams ont inclus les thématiques des violences faites aux femmes et aux filles dans leurs prêches. Les chefs traditionnels font des médiations en vue d'empêcher des mariages d'enfants et des mutilations génitales ainsi que des interventions pour protéger les femmes des violences conjugales. Ces acteurs démontrent une forte volonté qui contribue à la durabilité des actions du programme.

Le principal défi rencontré dans la mise en œuvre du programme Initiative Spotlight reste la réticence de certains leaders religieux influents à l'adoption d'une loi contre les violences basées sur le genre. Pour pallier cela, des leaders religieux modérés et engagés en faveur de la promotion des droits des femmes ont été mobilisés à travers les coalitions pour mener des sensibilisations et accompagner le plaidoyer à grande échelle pour l'adhésion de leurs pairs.

### a. Gouvernement

En 2022, le programme Initiative Spotlight a continué sa collaboration avec les structures gouvernementales jusqu'au plus haut niveau. En somme, on note la collaboration avec le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF) et ses structures déconcentrées (PNVBG, DRPFEF, SLPFEF), le Ministère de l'Éducation Nationale et ses démembrements (DN Pédagogie, AE, CAP), le Ministère de la Santé et du Développement Social et ses structures déconcentrées (CSréf, CSOM), le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ainsi que le Ministère de l'Économie et des Finances (INSTAT), le Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population (ONDD et DNP) a contribué à l'atteinte des résultats escomptés malgré le contexte de COVID 19 et de crises sécuritaires. Au niveau de la réalisation du pilier 3, la synergie avec les structures techniques (CSCOM, CSréf, CAP,

AE) a contribué à la réalisation des activités de prévention sur les VBG, les PTN et la santé de la reproduction dans les établissements scolaires et de santé, à l'appui aux initiatives au niveau des mairies en vue d'intégrer dans les Plans de Développement Économique et Social et Culturel (PDSEC) des projets qui soutiennent l'éducation scolaire des jeunes filles. Il en est de même pour le pilier 4 où la collaboration avec le gouvernement, en particulier avec le MPFEF, a abouti au développement de la stratégie de durabilité des One Stop Center afin de renforcer la réponse holistique aux VBG (médical, psychologique, et juridique et judiciaire). Cette collaboration a permis aux survivantes d'accéder à la prise en charge pendant la période post PIS. Dans le même ordre d'idée, le partenariat avec le gouvernement a facilité la réalisation des renforcements de capacité des prestataires de l'état sur les VBG notamment les agents du ministère de la sécurité, de la justice et du développement social.

| TYPE                          | PARTENAIES  | VALEURS AJOUTEES   |
|-------------------------------|---|--|
| PARTENARIAT AVEC GOUVERNEMENT | Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération internationale | Coordonne le comité de pilotage et facilite l'encrage institutionnel du Programme  |
|                               | Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille   | S'occupe de la dimension Genre et VBG du programme ainsi que les aspects institutionnels   |
|                               | Le Ministère de l'Éducation Nationale                                 | Appuie le programme à travers les activités ciblant le milieu scolaire   |
|                               | Le Ministère de la Santé et du Développement Social                   | Assure la prise en charge médicale des survivantes et le fonctionnement des One stop center.   |
|                               | Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme                      | S'occupe de la prise en charge juridique et judiciaire des survivantes mais aussi pour les besoins de renforcement de capacité des corps judiciaires (Magistrat, avocats, auxiliaires, etc.). Ce partenariat a permis la révision du code pénal en y intégrant les questions de VBG. Ce code est en cours de validation. |
|                               | Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile                   | S'intéresse au volet sécurité des survivantes sous toutes ses formes. Ce partenariat est établi pour les besoins de renforcement des capacités de la police pour une meilleure prise en charge des survivantes   |
|                               | Ministère de l'Économie et des Finances                               | Contribue à la production des données. Un cadre de collaboration est établi avec l'INSTAT dans le cadre de la collecte des données relatives aux VBG.  |

### b. La société civile

Le Programme Initiative Spotlight au Mali a noué un véritable partenariat avec les organisations de la société civile (OSC) qui ont été les vrais acteurs de la sensibilisation, de la mobilisation sociale et de la mise en œuvre des actions de lutte contre toutes les formes de violences basées sur le genre et de promotion des droits à la santé reproductive. Composées d'organisations non gouvernementales nationales, d'organisation de promotion et de défense des droits des femmes et des jeunes, de réseaux de veille et d'alerte sur les VBG, de réseaux d'écoutes, de témoignage et de conseils pour les femmes et les filles ainsi que pour leur famille, avec l'appui des services techniques de l'État, ces OSC ont été au centre de la lutte contre les VBG, mais aussi des instruments d'éveil de la conscience communautaire sur l'ampleur des VBG.

L'initiative Spotlight a mobilisé d'énormes énergies, en s'appuyant sur les expertises des OSC et en les valorisant. C'est dans ce cadre que le programme a soutenu, autour des activités planifiées et des One Stop Center, des sessions de plaidoyer à l'endroit des autorités administratives, des élus et des leaders communautaires, les journées portes ouvertes, les initiatives des espaces sûrs pour la promotion de la santé reproductive et l'autonomisation de la jeune fille et de la femme, les comités d'éveil et de veille, le club des élèves, les clubs des maris et des futurs maris pour la promotion de la masculinité positive, l'animation du dialogue communautaire, la promotion de l'éducation de la femme et de la fille et son autonomisation économique pour qu'elle puisse avoir sa place dans les décisions la concernant. Aussi bien en

milieu urbain qu'en milieu rural. D'autres innovations, comme les Kenya Info Taxini ont été soutenues dans la promotion de la Santé de la reproduction et l'offre de services de la planification familiale en stratégie mobile, à l'endroit des adolescentes et des jeunes filles, pour faciliter l'accès aux soins des plus marginalisées, et ne laisser personne de côté.

Le programme Initiative Spotlight a appuyé les actions communautaires des organisations locales, à travers des émissions radios, les cadres de concertations, la mise en place des réseaux de soutien aux survivantes, la prise en charge holistique des survivantes dans les One Stop Centers, l'implication des services techniques à travers l'élaboration des procédures opérationnelles standards (SOP), les initiatives locales de lutte contre les VBG et de promotion des droits des femmes et des filles, les voyages de partage d'expériences. Ce qui a renforcé les capacités des organisations locales et a permis d'utiliser des évidences.

L'une des plus grandes réussites du programme Initiative Spotlight est la synergie d'action entre les services techniques de l'État (santé, promotion de la femme, sécurité et justice) et les organisations de la société civile dans la lutte contre les VBG, les pratiques néfastes, la prise en charge des survivantes et la promotion de la santé reproductive. Ce partenariat entre les services techniques, mais aussi avec les organisations de la société civile a permis une prise de conscience collective de la dimension des VBG. Avec l'appui du Programme National pour l'abandon des VBG (PNVBG) et l'Initiative Spotlight, des missions de suivis supervision ont été réalisées de façon périodique. Les données sont collectées et compilées chaque mois. Ces données ont permis de connaître la typologie des cas de VBG, la fréquentation des One Stop Center et les nombre de personnes touchées (hommes, femmes, filles et garçons) par les activités de sensibilisation. L'analyse de ces données facilite la prise de décision pour mieux orienter les actions.

Le programme Initiative Spotlight a renforcé les capacités de plus de 1000 prestataires (santé, promotion de la famille, police, gendarmerie, justice) travers les sessions de formation et de recyclage, en créant un vrai réseautage entre ces différents acteurs. A titre d'exemple, l'élaboration et la diffusion des cartes de référencement listant les contacts de tous ces prestataires capacités, auprès des organisations locales de défense des droits des femmes et des filles, et la gratuité de la prise en charge ont facilité l'accès des services aux survivantes. A noter qu'à chaque étape de sa mise œuvre, le programme Initiative Spotlight s'est adapté à l'expertise des organisations locales, en tenant compte du contexte local.

Pour le processus de sélection des organisations chargées de la mise en œuvre, le programme Initiative a commencé par une mission d'information qui a regroupé plus de cinquante entités différentes, avec des séances de questions réponses. Sur la base des 6 piliers de l'Initiative Spotlight, les organisations se sont regroupées selon leurs expertises et leurs expériences. Ce qui a permis aux différentes organisations de mieux appréhender les dimensions de la mission, entre autres proposer des initiatives innovantes et cibler les communautés les plus marginalisées afin de ne laisser personne de côté. Puis un large appel à manifestation d'intérêt a été lancé, avec des termes de références bien définis, demandant une offre technique et financière pour les organisations intéressées. A la suite de cet appel, les organisations ayant postulé, en proposant des approches innovantes et qui ont été retenues, continuent de travailler à atteindre les communautés marginalisées et proposer des approches pour lutter contre toutes les formes de discrimination multiples et croisées, dans ce même esprit, avec l'appui du PNVBG, l'ONASR et les services juridiques et judiciaires du pays.

| PARTENAIAES  | VALEURS AJOUTEES  |
|--|---|
| Les communautés bénéficiaires du Programme   | Assure la participation effective des leaders communautaires, des groupements de femmes, des filles et des garçons constitue un levier important dans l'atteinte des résultats.   |
| Association Malienne pour le Suivi et l'Orientation des Pratiques Traditionnelles (AMSOPT) | Appuie la coordination des actions communautaires pour changer les normes sociales et améliorer l'accès vers les services de prise en charge dans les One Stop Center.  |
| La Croix Rouge Espagnole   | Assure la mobilisation pour le bon fonctionnement et l'utilisation des One stop Center.   |
| Association de Soutien au Développement des Activités de Population (ASDAP)                | Assure la prise en charge médicale des survivantes et le fonctionnement des One stop center.  |
| ONG TAGNE « Aller de l'Avant »   | Assure le leadership du projet « Promotion des normes et valeurs sociales protectrices des filles et femmes contre toutes formes de Violences Basées sur le Genre y compris les pratiques néfastes » dans les régions de Koulikoro (cercle de Kolokani) et Nioro du Sahel (Diéma).  |
| Association pour la Promotion des Droits et le Bien- Être de la Famille (APSEF)            | Assure la mise en œuvre du projet « Promotion des approches communautaires de prévention et transformation des normes sociales liées aux Mutilations Génitales Féminines, mariages d'enfants et autres formes de Violences Basées sur le Genre » dans les régions de Koulikoro (cercle de Kati), Kayes (cercle de Yélimané) et le District de Bamako (Commune VI).  |
| Association du Sahel d'Aide à la Femme et à l'Enfance (ASSAFE)                             | Assure la mise en œuvre du projet « Mobilisation sociale contre les violences faites aux femmes / filles, les pratiques néfastes (Mutilations Génitales féminines-MGF, Mariage d'Enfants) et la promotion de la santé de la reproduction dans le contexte du COVID-19 dans la région de Ségou et le District de Bamako (Commune I).   |
| CAEB   | Assure la mise en œuvre du projet « Promotion des droits des filles, des femmes, des garçons et des hommes à travers le renforcement des actions en faveur de l'abandon des MGF, du mariage d'enfant et autres formes de VBG » dans les régions de Sikasso et Bougouni.   |
| Les radios communautaires et presses écrites, etc.   | Concourent avec les autres médias au traitement et à la diffusion des informations sur les VBG, les droits de la femme et de la fille, la Santé Sexuelle et Reproductive et les normes sociales positives.  |
| Association des femmes leaders   | Contribuent au renforcement des capacités en lien avec les objectifs dudit Programme en collaboration les ONG partenaires de mise en œuvre des associations féminines et de défense des Droits de femmes ont été au centre de ces interventions. Il s'agit de 30 clubs des mères, 69 espaces sûrs, 99 associations des femmes dans les zones de Kayes, Nara, Yélimané et Diéma, 19 ASACOS qui intègrent des femmes. |
| Les leaders religieux  | Développent le partenariat pour les amener à devenir des agents de changements et des alliés dans la lutte contre toutes les formes de violence faites aux femmes et aux filles.  |

### c. Délégation de l'Union Européenne

L'Union Européenne est le partenaire clé de mise en place de l'Initiative. Le partenariat avec la Délégation de l'Union Européenne (DUE) a été très dynamique. En effet, sous le leadership du Coordonnateur Résident (CR), un cadre de collaboration inclusif et participatif entre la DUE et le Système des Nations Unies a été mis en place pour une meilleure réussite de la mise en œuvre du programme au Mali. La Délégation de l'Union Européenne a encouragé les Nations Unies à interroger les méthodes de travail, les approches stratégiques et les mécanismes de coordination pour faire de l'Initiative Spotlight un Programme véritablement innovant et transformateur. En tant que partenaire technique et financier, la DUE joue un rôle primordial à tous les niveaux de l'Initiative Spotlight. La réussite de ces missions est due à la forte mobilisation de tous les acteurs sur le terrain ainsi qu'un partenariat fort et consolidé entre la DUE et les Nations Unies. Sur la base des recommandations de l'évaluation à mi-parcours et des leçons apprises, la DUE a été constamment consultée pour la mise en œuvre de la Phase II du Programme.

En outre, la DUE a apporté une contribution significative avant et pendant les réunions du Comité Technique de Coordination et du Comité de Pilotage par la pertinence de leurs interventions. Il faut noter que les commentaires et les suggestions fournis sur les documents produits par le Programme, ont été pris en compte dans les versions finales des documents.

Aussi, à l'occasion des 16 jours d'activismes, une session de sensibilisation à l'endroit du personnel de l'UE sur les VBG, a été organisée, au Musée Muso Kunda. Cette activité a permis de présenter brièvement la Campagne des 16 jours d'activisme (son origine et en quoi elle consiste), de définir ce que sont les VBG (toutes les formes de violences à l'égard des femmes et des filles) et de dresser l'état des lieux au Mali. Également de faire un bref aperçu du programme Initiative Spotlight et de ces réalisations phares au Mali.

### d. Coopération avec d'autres entités des Nations Unies (non-membres des RUNO) (le cas échéant)

La collaboration interagence et avec les autres partenaires sur le programme Initiative Spotlight a été poursuivie en 2022. La question de la lutte contre les VBG est un élément fédérateur de plusieurs agences et partenaires techniques et financiers. Ce qui implique la collaboration afin de maximiser les résultats dans le cadre du programme Initiative Spotlight. Les éléments de coopération interagences ont porté sur les actions suivantes :

- la collaboration directe sur le programme pendant les activités de terrain dans les écoles et dans les communautés pendant la sensibilisation ;
- les actions de lobbying et de plaidoyer conjointes avec un objectif commun relatif à la réduction des VBG, des pratiques néfastes et la promotion de la santé reproductive,
- les célébrations des journées internationales avec les objectifs de sensibilisation et plaidoyer (exemple 08 mars, la journée de l'enfant etc.) ;
- la collaboration dans le cadre d'autres projets dont la thématique est proche de celles de l'Initiative Spotlight (collaboration avec plusieurs agences pour influencer sur le rapport national volontaire (VNR) ;
- la tenue des réunions inter-agences au regard de la complémentarité entre les différents piliers ;
- les échanges à travers les mails et les Visio conférences.

### e. Autres partenaires et mobilisation des ressources (le cas échéant)

Les agences et leurs partenaires ont entrepris durant l'année 2022 des activités de suivi afin de s'assurer de l'évolution du programme vers les résultats escomptés ainsi que des rencontres de dynamisation des One Stop Centers impliquant divers partenaires. Sous la coordination des structures techniques de l'État, notamment les Directions Régionales du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, des missions de visite de terrain ont été organisées durant cette année dans les régions de Ségou, Koulikoro et Kayes

en coordination avec les ONG partenaires intervenant sur le programme Spotlight.

Le second niveau de coordination que l'équipe du programme a suivi durant ce premier semestre est la coordination au niveau des partenaires. Cela implique la coordination inter-partenaires de mise en œuvre, mais également la coordination interne pour une mise en œuvre harmonieuse des aspects du programme confié à chaque partenaire.

## IV. RÉSULTATS

Dans le contexte sécuritaire qui prévaut au Mali, le Programme Initiative Spotlight a pu obtenir d'importants résultats sur la question des violences basées sur le genre et les pratiques néfastes.

**La mobilisation communautaire sur les questions de VBG au Mali :** Afin d'assurer une mise en œuvre efficace du programme, les partenaires d'exécution ont mis l'accent sur la mobilisation de tous les acteurs qui peuvent jouer un rôle important dans le processus. Ainsi, les acteurs d'associations, d'ONG, d'OSC et les leaders communautaires ont été sollicités pour booster les VBG du Mali.

**Les leaders religieux et communautaires plus engagés dans la lutte contre les VBG :** L'un des résultats enregistrés au cours de cette année est l'ouverture d'esprit progressif observé chez les leaders religieux et communautaires. Les différents renforcements de capacités ont permis d'avoir l'adhésion de plusieurs leaders qui, aujourd'hui, appuient le programme dans les activités de changement de perception sur les Violences Basées sur le Genre et autres thèmes connexes. Le programme dispose aujourd'hui d'un vivier important de leaders pour accompagner les activités de sensibilisation au sein des communautés bénéficiaires.

« **Dine Baro** », une initiative innovante de sensibilisation pour concilier la religion et la lutte contre les VBG a été expérimentée dans beaucoup de localités. Ainsi des causeries autour de la religion en lien avec les droits de femmes, les VBG et autres pratiques néfastes ont été organisées dans les espaces, cadre mis en place pour les besoins de prêche. Cette action assez innovante fait ses preuves en termes de résultats au regard des témoignages recueillis auprès des femmes participantes à ces sessions.

## Les adolescents et les jeunes mieux impliqués dans la lutte contre les VBG :

Le programme a mis un accent sur la sensibilisation des adolescents et des jeunes surtout en milieu scolaire. Les partenaires du programme sur le terrain ont ciblé des établissements scolaires afin d'impacter la perception des jeunes sur la question de l'égalité de genre, de violence basée sur le genre et également de la santé de la reproduction. Les capacités des adolescents et jeunes ont été renforcées en compétences de vie. Ils ont également reçu des informations sur la sexualité, le fonctionnement du corps, les droits sexuels et reproductifs dans l'offre de service dans les espaces sûrs.

## L'engagement des communautés à abandonner les pratiques néfastes :

La conjugaison des diverses activités de communication et de sensibilisation ciblant les communautés et ses différentes couches ont permis de faciliter l'adhésion de 184 communautés dans la signature de conventions locales pour l'abandon des MGF, mariages d'enfant et la mise en place des comités de surveillance pour assurer le suivi de ces abandons.

## Une meilleure coordination du Sous Cluster VBG :

Le programme Spotlight Initiative a apporté un nouveau souffle au Sous Cluster VBG dans la coordination des actions de lutte contre les VBG dans les zones à conflit. Le Système de Gestion d'Information sur les VBG (GBVIMS) produit régulièrement des données sur les incidents de VBG.

## Les actions de prévention de la Covid 19 intensifiées :

Afin de protéger les communautés de la maladie à covid19, tous les partenaires de mise en œuvre ont fait de la sensibilisation sur le fléau une priorité. Bien que non planifiée dans le programme, cette approche a permis de vulgariser au niveau rural, les moyens de prévention contre cette maladie.

## Des réseaux communautaires bien structurés pour accélérer l'abandon des VBG au Mali :

Une démarche durable dans la prévention et la lutte contre les VBG est la responsabilisation des communautés bénéficiaires du programme. Ainsi, pour ce qui est du volet relatif aux normes sociales et la prise en charge des cas, l'équipe de mise en œuvre du programme a privilégié la mise en place des mécanismes communautaires structurés et indépendants pour alerter, prévenir et aider à la prise en charge. Ainsi, 1 561 mécanismes dont 768 comités d'éveils et d'alerte sur les VBG et 793 clubs des maris modèles à Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Bamako qui en appui aux comités d'éveils ont contribué efficacement à la prévention et la gestion des cas des VBG. Grace à ces plateformes et au renforcement des connaissances de leurs membres : 145 filles de 13-16 ans ont pu échapper aux mariages d'enfants et 84 filles de 0-9 ans ont échappé aux MGF selon les rapports des partenaires de mise en œuvre du programme Initiative Spotlight.

## Les hommes de média avec des capacités renforcées sur la thématique des VBG :

Afin d'assurer une bonne communication en matière de VBG, les partenaires ont renforcé les capacités des médias (modernes et traditionnels) sur la thématique des VBG. Ainsi, un partenariat fructueux a été noué entre les médias formés et les partenaires de mise en œuvre du programme d'où l'adhésion de nombreuses communautés au processus de lutte contre les VBG.

## La mise en place d'une base de données nationale sur les VBG, une réalité :

La base de données sur les VBG tant souhaité par le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille est une réalité. En effet, depuis quelques mois, le processus est lancé et la plateforme est aujourd'hui disponible. Après discussion avec la partie nationale et l'entreprise, une refonte de la base a été effective pour son amélioration et elle est en cours d'opérationnalisation. Le lien de la base est [https://srv19.optimgov.com/vbd\\_web\\_app/public/index.php](https://srv19.optimgov.com/vbd_web_app/public/index.php)

Les administrateurs ont été identifiés et le processus de formation des acteurs est en cours. Le parachèvement de ce processus pourrait intervenir avec :

- le développement de l'application de collecte et de saisie des données pour l'alimentation de la Base ;
- la définition du schéma de remontée des données suivant une démarche inclusive et participative dans le cadre de la durabilité ;
- la mise en place d'une équipe chargée de l'animation de la Base sous le lead du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille à travers le PNVBG.

## L'existence d'une application mobile d'information, de sensibilisation et de plaidoyer (l'application ZERO VBG) :

Le contenu de l'application ZERO VBG, élaboré afin d'informer, de sensibiliser, de dénoncer et d'alerter les cas de violence, a été actualisé. De nouvelles informations sont accessibles. Le contenu est disponible dans certaines langues nationales (Bambara, Peulh, Soninké) y compris quelques techniques de self défense afin de permettre aux jeunes filles et femmes de se protéger contre les agresseurs. L'application est en pleine extension, elle dispose des espaces qui facilitent la mise en relation des survivantes et les spécialités de prise en charge Psycho sociale, psychologique entre autres fonctionnalités.

## Les réseaux d'organisations de la société civile mieux structurés et engagés pour l'égalité des genres :

Les 05 réseaux d'OSC mis en place dans le cadre du programme Initiative Spotlight facilitent la coordination et la synergie entre les différentes OSC nationales sur le terrain en faveur de l'élimination des VBG.

## Un mouvement de jeunes renforcé pour soutenir les actions du programme :

la synergie d'action de la jeunesse développée à travers la plateforme des jeunes engagés pour la lutte contre les VBG, l'organisation malienne de psychologie et Musodev a permis de mobiliser 300 jeunes dont 200 filles, 100 garçons à travers des sessions d'information, de sensibilisation et de formation sur le concept genre, la masculinité positive, les VBG, le genre, la gestion de l'hygiène menstruelle dans les zones d'intervention du programme Initiative Spotlight.



300 Jeunes

200 Filles

100 Garçons

## V. CAPTURE DES CHANGEMENTS AU NIVEAU DES RÉSULTATS

Les principaux résultats du Programme Initiative Spotlight pour cette année sont présentés dans les sections ci-dessous :

### Résultat 3 : Prévention et changement de normes sociales



La sensibilisation des communautés sur les VBG et autres pratiques néfastes d'une part et d'autre part leur information sur l'offre de service existant pour la prise en charge sont une composante dominante du programme Initiative Spotlight, notamment les volets relatifs aux changements de normes sociales et l'offre de service. Pour cette année, plusieurs activités en lien avec cette composante ont été menées. On note ainsi comme résultats :

**23 909 personnes** dont 11 031 filles, 10 258 garçons, 1 496 femmes et 1 124 hommes ont participé à l'école à des programmes de promotion des normes, attitudes et comportements liés à l'égalité de genre et l'exercice de leurs droits, y compris les droits à la santé de la reproduction des adolescentes.

**50 263 personnes** dont 17 116 filles, 11 534 garçons, 13 480 femmes et 8 133 hommes ont participé hors de l'école aux programmes (dans les structures de santé, grins, espaces filles-femmes) dans les mêmes zones.

**303 096 personnes** (102 608 filles, 45 380 garçons, 114 610 femmes et 40 498 hommes) ont participé indirectement à des interventions de communication de masse (via les campagnes, émissions radiophoniques, réseaux sociaux.) visant à modifier les aspects sociaux et comportementaux des violences à l'égard des enfants et femmes.

**345 922 personnes** dont 102 022 filles, 66 790 garçons, 119 115 femmes et 57 995 hommes ont participé régulièrement à des sessions d'information, d'éducation et de sensibilisation sur les conséquences néfastes des VBG et pratiques néfastes à Koulikoro, Sikasso, Ségou et Bamako.

**84 filles** ont été épargnées des MGF et 145 des mariages d'enfants à la suite de ces actions d'information et d'éducation à Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Bamako.

**334 051 personnes** (144 213 filles, 62 360 garçons, 86 196 femmes, 41 282 hommes) ont participé aux activités de communication pour le changement de norme social.

**95 600 personnes** dont 63 237 filles et 32 363 femmes ont reçu les services de prévention, de protection et de soins sur les MGF, y compris sur les risques accrus des VBG liées aux COVID 19 et les mesures de prévention à Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et le District de Bamako.

**12 848 personnes** influentes ont fait des déclarations publiques en faveur de l'abandon des MGF/excision.

**116 672 personnes** (86 978 adolescentes de 10-17 ans, 29 416 jeunes femmes de 18 ans et plus, et 278 garçons) ont bénéficié d'interventions de prévention et de soins pour lutter contre le mariage des enfants y compris les risques accrus des VBG liées au COVID 19 et les mesures de prévention.

**191 enfants** dont 96 filles, 95 garçons et 115 adultes dont 75 femmes et 40 hommes ont accès à un canal sûr et accessible pour signaler les cas d'exploitation et d'abus sexuels par le personnel humanitaire, de développement, de protection et/ou autre qui fournit une assistance aux populations touchées.

**02 associations** de jeunes à base communautaire notamment le Conseil Consultatif National des Enfants et Jeunes (CCNEJ) et l'Association des Enfants et Jeunes Travailleurs (AEJT) au niveau national ainsi que leurs démembrements au niveau régional, local et communal ont été renforcés pour assurer le leadership et la participation accrue des adolescentes et jeunes et soutiennent ainsi les échanges communautaires en remettant en cause les normes sociales néfastes et les stéréotypes de genre, y compris à travers l'animation de pages Facebook et de groupes WhatsApp.

**06 argumentaires** religieux (musulmans et chrétiens) solides ont été développés sur les VBG avec les déviants positifs pour faire des prêches dans les mosquées et les églises à Kayes, Koulikoro, Ségou et Bamako.

**1 561 communautés** villageoises (768 comités de veille et 793 clubs des maris modèles) ont des plateformes de plaidoyer établies et/ou renforcées pour promouvoir des normes, attitudes et comportements liés à l'égalité de genre, y compris concernant la santé sexuelle et reproductive.

**75 réseaux** communautaires composés d'hommes, de jeunes garçons, de femmes et de filles ont été renforcés pour plaider avec des déviants positifs pour promouvoir les normes, attitudes et comportements liés à l'égalité de genre.

**61 journalistes** (50 hommes et 11 femmes) ont été formés sur les VBG, dont 21 ont été renforcés et outillés pour mieux communiquer sur les VBG entre janvier et juin 2022 issus des médias modernes de proximité et des réseaux de jeunes reporters. Ils contribuent aux traitements et la diffusion des informations sensibles au genre et aident à la transformation des normes sociales et de genre en véhiculant des messages positifs sur l'égalité de genre, la nécessité d'épouser des comportements, attitudes et pratiques positives et abandonner les pratiques néfastes à la santé et au bien-être des filles, femmes, hommes et garçons.

**479 communautés** villageoises dans les zones d'intervention de l'Initiative Spotlight ont organisé des déclarations publiques et signé des engagements d'abandon des MGF et mariages d'enfants entre janvier et décembre 2022. A titre d'exemple, les communautés villageoises de Kolokani et Kati ont mis en place des mécanismes de veille pour suivre l'application de cette nouvelle convention sociale d'abandon des MGF et mariages d'enfants.

2 279 leaders communautaires et responsables de groupements (569 femmes et 1710 hommes) renforcés sur diverses thématiques en lien avec les VBG et pratiques néfastes.

674 personnes dont 447 jeunes filles, 90 jeunes mariés et 137 futurs maris ont vu leurs capacités renforcées en compétences de vie et reçu des informations sur la santé sexuelle et reproductive, le fonctionnement du corps dans l'offre de service dans les espaces sûrs, pour un total de 800 prévus.

32 comités de veille et 04 clubs des mères ont été installés dans les zones d'intervention du programme Initiative Spotlight.

La série télévisuelle sur Violences Basées sur le Genre (VBG) produite en 2020 a été rediffusée sur Renouveau TV et Africable entre février et juin 2022. Le processus de recrutement d'une agence de communication pour la production et montage vidéo de la saison 2 est en cours sous le leadership du MPFEF.

La commémoration de la journée internationale du 06 février « Tolérance zéro » aux Mutilations Génitales Féminines (MGF) a été l'occasion de renforcer davantage les compétences des adolescentes et jeunes filles sur les méfaits des MGF et les inciter à plus d'action pour accélérer l'abandon des MGF, mariages avant 18 ans et autres VBG. Aussi :



La célébration de la journée de l'Enfant Africain (avec les jeunes et les adolescents) afin de promouvoir et valoriser les droits. Les festivités organisées à Bamako, Kayes, Koulikoro, Sikasso, et Ségou ont touché 105 000 personnes en milieu scolaire dont 70 000 filles et 35 000 garçons. Elles avaient pour objectifs également de :

- Faire prendre conscience aux jeunes et aux adolescents la dynamique du monde sur la protection des droits des filles et des femmes ;
- Sensibiliser les participants sur les droits des femmes, des filles et sur la masculinité positive ;
- Informer les participants sur les dispositifs d'offre de service de prise en charge existant dans leur communauté.

La commémoration des 16 jours d'activismes contre les violences faites aux femmes et aux filles : (avec les associations de jeunesse, les réseaux de la société civile, les leaders traditionnels et religieux) des campagnes de sensibilisation, plaidoyer communautaires, digitales et radiophoniques ont été organisées à Bamako, Sikasso, Ségou, Koulikoro, Kayes, afin de promouvoir :

- le concept de "LEAVE NO ONE BEHIND";
- la masculinité positive / Genre et Santé de la Reproduction ;
- la scolarisation et le maintien des filles à l'école comme facteur de réduction des VFFF ;
- l'implication et l'accompagnement des leaders traditionnels et religieux ;
- la connaissance des mécanismes et structures de prise en charge des VBG.

#### Résultat 4 : Services de qualité



Les résultats relatifs à la qualité de l'offre de service en 2022 sont très encourageants. Après la mise en place effective des services de prise en œuvre et leur opérationnalisation, l'année 2022 a enregistré les résultats relatifs à la qualité de l'offre de service de prise en charge ci-dessous :

**719 survivant/es de VBG** (512 filles, 154 garçons, 53 femmes) qui ont été identifiées et référées vers les services de prise en charge appropriées ont bénéficié de prise en charge psychosociale et/ou médicale dans les structures de santé à base communautaire comme les CSCOM, les CSRéf et par des agents de santé. Parmi ces survivant/es, 15,58% soit 112 filles (0-5 ans) ont bénéficié d'une prise en charge médicale. Les autres types de VBG enregistrés sont des cas d'agressions physiques, de dénis de ressources-opportunités-services et de mariages

d'enfants. Les survivantes et leurs parents sont très satisfaits de la qualité des services reçus. Les cas qui dépassent les compétences des CSCOM et CSRéf sont référencés vers les hôpitaux au niveau des régions. Aussi les autres ONG partenaires de mise en œuvre de l'Initiative Spotlight réfèrent certains cas aux « ONE stop Center ». Les fonds d'autres donateurs de l'UNICEF et ses fonds propres ont été associés aux fonds de l'Initiative Spotlight pour assurer la mise à disposition de ces services.

**Les 10 One stop Center** du Programme Initiative Spotlight ont été fonctionnels en 2022 avec une amélioration continue de l'offre de service. Le programme Initiative Spotlight a continué d'accompagner les 10 One stop center mis en place pour leur fonctionnement, tout en renforçant la qualité de l'offre de service et l'acceptabilité par les communautés. En effet, en partenariat avec le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF) qui assure la coordination des services de prise en charge des VBG, le programme Initiative Spotlight a apporté une assistance permanente en 2022 aux différents One Stop center ainsi qu'à la gouvernance de coordination. Un comité de suivi du fonctionnement des one stop center a été mis en place et assure le suivi de la qualité des prestations et la redevabilité des différents acteurs. Des études ont été faites sur la qualité des prestations et des services ainsi qu'une étude sur la perception et les connaissances des communautés face aux One Stop Center. Les ONE STOP CENTER disposent du personnel qualifié pour une prise en charge de qualité des personnes survivantes de VBG. Il s'agit des policiers pour la Sécurité ; des agents de santé de la structure qui abrite les services du centre (Gynécologues, Pédiatre, Médecin généraliste, épidémiologiste, Sage-femmes, Infirmières Obstétriciennes pour la PEC médicale, Agents de saisie du CSRéf pour l'enregistrement des cas dans le système de collecte GBVIMS, 1Ma-noeuvre du CSRéf pour l'entretien du local) ; des agents du Développement Social (Psychologues) ; des magistrats. Ces centres spécialisés ont été dotés des équipements et des médicaments. Ainsi 1 645 personnes survivantes de VBG ont bénéficié de prise en charge de qualité directement. En 2021, un nombre total de 56 cas ont été assistés contre 1 080 cas en 2022. Les interventions de ces centres ont permis de toucher plus de 56 740 personnes.

L'objectif général de cette enquête sur la qualité des prestations et des services est de « Contribuer à la réduction des violences basées sur le genre au Mali ». Les résultats ont permis de développer le plan de durabilité des ONE STOP CENTER qui est disponible. Pour l'étude sur la perception et les connaissances des communautés face aux One Stop Center. L'objectif général est de déterminer les connais-

sances, les attitudes et pratique en matière de VBG, PTN et SR au Mali mais également d'analyser la disponibilité, l'accessibilité et la satisfaction des survivants/es afin de contribuer à la réduction des violences basées sur le genre au Mali. Les résultats de cette enquête montrent que plus de 90% des utilisateurs/ces ont déjà entendu parler des différentes pratiques. La SR vient en première position avec 96,53% suivie des VBG avec 96,04% et des PTN avec 93,56%. Ce sont Sikasso et Koulikoro qui viennent en tête avec les utilisateurs/ces n'ayant jamais entendu parler de PTN puis Ségou et Sikasso avec les utilisateurs n'ayant jamais entendu parler de VBG et enfin Sikasso prend également la première avec le lot d'utilisateurs n'ayant jamais entendu parler de SR. Par rapport à la connaissance des types de PTN, les cibles affirment avoir connaissance des Mutilations Génitales Féminines/Excision à 28,03% et les mariages d'enfants à 25,57% comme Pratiques Traditionnelles Néfastes. Parallèlement, celles-ci arborent le lévirat/sororat comme troisième pratique avec seulement 7,21% puis le tatouage à 6,56% et le perçage des oreilles 5,57%.

Selon les cibles rapprochées lors de cette évaluation de base, la SSR constitue : « la santé de la mère lors de la grossesse et après la grossesse, les consultations prénatales et postnatales ». C'est aussi : « d'assurer la santé de la maman pendant la grossesse et après l'accouchement. C'est tout ce qui concerne la planification familiale et consultations prénatales et postnatales et les soins sur le plan de la santé sexuelle (IST/VIH) ».

Les médias constituent les principales sources d'information des cibles utilisateurs des services de VBG, PTN et SR. C'est la radio et la télévision car elles sont utilisées par l'État et les différents partenaires intervenant sur le terrain. Ce sont les canaux d'information de masse qui peuvent atteindre toutes les couches de la population. Selon une utilisatrice de SR à Kayes : « À travers les émissions des différentes radios, à la télé et parfois même dans la société, on voit certains les faire ».

Le plan de transfert des One stop center à la partie Nationales/Gouvernement en voie d'être une réussite.

L'un des résultats les plus importants enregistrés en 2022 est le constat positif fait sur le transfert réussi des 10 One stop center à la partie nationale. Bien qu'ils continuent de bénéficier de l'accompagnement du programme, tout montre que ces structures sont en passe d'être intégrées dans le dispositif des structures nationales de l'État. Cette intégration se renforce par l'institutionnalisation de l'approche du « guichet unique » (One Stop Center), soit des centres de prise en charge des conséquences des violences basées sur le genre sur toute l'étendue du territoire national. Un décret interministériel est attendu pour matérialiser ces actions. Sous le lead du Ministère de la promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF), un comité de suivi du fonctionnement des ONE STOP CENTER a été mis en place sur décision du MPFEF et la participation de tous les acteurs clés.

Il convient de signaler que le Programme Initiative Spotlight est en cours de finaliser l'élaboration d'un plan de durabilité et organisera un atelier bilan de tous les One Stop Center.

Un accroissement substantiel de la fréquentation des One Stop Center par les communautés. Avec la diversité des activités d'éducation et de sensibilisation menées au sein des communautés, le programme Initiative Spotlight a enregistré en 2022 les premiers effets de ces dites activités. En effet, allant d'une campagne de communication à fréquenter les One Stop Center et à déclarer les cas de VBG (ne pas gérer les cas de VBG à l'amiable ou favoriser la stigmatisation), les One Stop center ont enregistré en 2022, plus de cas de sollicitation directe initiée par les communautés elles-mêmes. Cela constitue un résultat très important pour le programme démontrant les changements de perception vis à vis des communautés.



726

Survivantes de VBG

19

autorités locales

95

prestataires

183

Personnes

**726 Survivantes de VBG** prise en charge par à travers le dispositif du programme Initiative Spotlight. Il ressort qu'un total de 726 survivantes de VBG ont été prises en charge par les partenaires du programme sur le terrain (241 cas de violence physique ; 62 cas d'agression sexuelle ; 143 cas de viol ; 18 cas de mariage forcé. 159 cas de violence émotionnelle ; 18 cas de dénis de ressources et 85 cas d'excision).

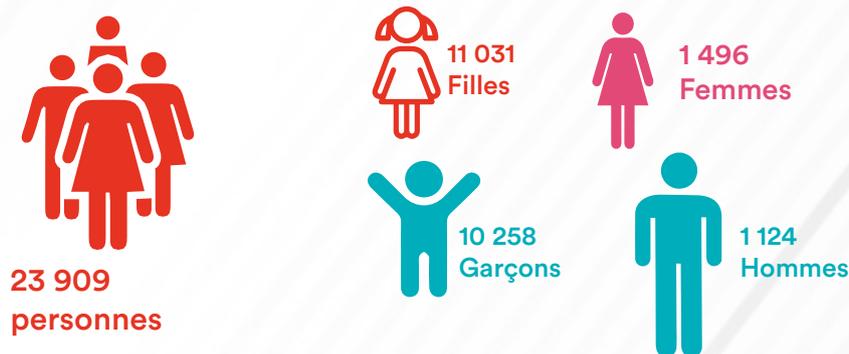
**95 prestataires** (65 femmes et 30 hommes) intervenant dans la prise en charge des survivantes ont amélioré leurs compétences pour une prise en charge de qualité.

**19 autorités locales** (13 hommes et 6

femmes) ont vu leurs connaissances renforcées sur les VBG et le processus de prise en charge.

**183 personnes** (158 filles et 25 femmes) survivantes de VBG qui ont été identifiées et référées vers les services de prise en charge appropriées ont également bénéficié de prise en charge psychosociale et/ou médicale dont 83 cas de MGF, 11 cas de mariage d'enfants ; 64 cas d'agression physique (dont 52 adolescent-e-s de 15 à 17 ans, 18 filles et 34 garçons) ; et 25 cas de déni de ressources sur jeunes femmes de 18 ans et plus. Ces prises en charges ont été faites dans les structures de santé à base communautaire comme les CSCOM, les CSréf.

## Résultat 5 : Renforcement des mouvements féminins



- **280 chefs traditionnels** et leaders religieux membres de la Coalitions Nationale et des Coalitions Régionales de Koulikoro, Sikasso, Ségou et Kayes sont engagés dans les actions de prévention des VBG et de protection des droits des femmes et des filles.

- **06 Alliances** de défenseurs des droits des femmes sont mises en place pour mener des actions en faveur de la prévention des VBG, des pratiques néfastes, la promotion des droits à la SR et l'assistance d'urgence aux survivantes à Bougouni, Kolokani, Kati, Kati et Sélingué.

- **40 organisations** de la société civile dont les associations, de femmes, de jeunes, les organisations communautaires de base,

- **1 020 personnes** dont des autorités administratives et politiques, des leaders traditionnels et religieux, des élus locaux, des jeunes, des femmes et des hommes ainsi que 50 agents des radios ont été informées et sensibilisées sur les thématiques des VBG et des pratiques néfastes, les service de prise en charge, les textes nationaux et internationaux relatifs à l'élimination des VBG et des pratiques néfastes dans les localités de Bougouni, Sikasso, Kadiolo, Kolondiéba, Yorosso, Yanfolila et Koutiala.

fournissent des informations sur les droits politiques, sociaux des femmes et sur les services prise en charge des victimes et survivants des VBG.

- **5 000 personnes** dont 287 femmes ont été sensibilisées sur les violences faites aux femmes et filles à travers des caravanes de sensibilisation sur les VBG/VFF à Ségou, Bamako.

- **400 acteurs clés** notamment les autorités administratives et politiques, des leaders religieux et communautaires de Kayes ont pris part à un forum de concertation, de sensibilisation et d'information sur le genre, les VBG et l'autonomisation des femmes sous le lead du réseau des OSC de Kayes.

- **150 personnes** dont 30 jeunes musulmans (18 hommes et 12 femmes) et 120 chefs traditionnels et religieux, dont 50 femmes, ont renforcé leurs connaissances sur les concepts de genre, les VBG, la santé reproductive, l'hygiène menstruelle, les techniques de facilitation et la masculinité positive. Ces renforcements des capacités leur ont permis d'informer et sensibiliser leurs communautés sur les impacts socio-économiques, physiques et psychologiques de la violence basée sur le genre. Ces actions ont couvert 12 villages de la commune rurale de Siribala dans la région de Ségou.

Les actions menées par les 05 réseaux composés de plus de 250 OSC dans les 4 régions et le district de Bamako à travers des sessions d'information, de sensibilisation, de plaidoyer en collaboration avec des chefs traditionnels et religieux, des communicateurs traditionnels, des services techniques de l'état et des organisations de jeunes ont permis d'arriver aux résultats suivants :

- 60 femmes ont été protégées contre les violences conjugales à Koulikoro, Sikasso et Kayes ;
- 07 mariages forcés ont été annulés ;
- 03 filles ont échappé à l'exploitation sexuelle.

▪ **30 jeunes musulmans** dont 18 hommes et 12 femmes ont amélioré leurs connaissances sur les concepts de genre, les VBG, la santé reproductive, l'hygiène menstruelle, les techniques d'animation et la masculinité positive. A l'issue de ce renforcement de capacités, ces jeunes ont informé et sensibilisé 120 chefs traditionnels et religieux, dont 50 femmes, sur les impacts socio-économiques, physiques et psychologiques des VBG dans 12 villages de la commune rurale de Seribala, dans la région de Ségou.

▪ **Les membres de cinq** (05) groupements de défenses des droits des femmes de San, de Bla et Ségou ont été mieux outillés sur les concepts du genre, de VBG, de la santé de la reproduction et la masculinité positive.

La synergie développée entre 03 organisations de jeunes partenaires (Organisation Malienne de Psychologie, Musodev et la Plateforme des Jeunes) a permis à au moins 300 jeunes, dont 200 femmes et 100 hommes d'améliorer leurs connaissances sur la santé reproductive, l'hygiène menstruelle et le concept du genre, les VBG et les masculinité positive dans les différentes communes du district et les régions de Kayes, Sikasso, Ségou et Koulikoro dans le cadre de l'appui aux initiatives des jeunes pour la commémoration de la journée internationale de l'hygiène menstruelle. Cette activité a été également l'occasion de rappeler les droits et devoirs des aides domestiques et employeurs et le rôle que l'état central doit jouer dans l'amélioration des conditions de vies de celles-ci. Associations, de femmes, de jeunes, les organisations communautaires de base, fournissent des informations sur les droits politiques, sociaux des femmes et sur les services prise en charge des victimes et les personnes survivantes des VBG.

▪ **450 personnes** regroupées en 25 groupements ont été formées en AGR durant le premier trimestre du projet dans les différentes localités d'intervention. Des kits ont également été mis à la disposition de ces personnes pour mener des activités pour renforcer leurs moyens de subsistance.

▪ **154 personnes** survivantes des VBG ont été accompagnées et soutenues par les chefs traditionnels et religieux à travers des actions d'information, de sensibilisation, de médiation et de promotion de l'égalité de genre et l'élimination des VBG dans le cadre du programme initiative spotlight.

Un forum de concertation, de sensibilisation et d'information sur le genre, les VBG et l'autonomisation des femmes a regroupé 400 acteurs clés notamment les autorités administratives et politiques, des leaders religieux et communautaires de Kayes sous le lead du réseau de Kayes des OSC. Cette activité a été une opportunité de mener des échanges fructueux sur les stéréotypes et les discriminations sociales dont les femmes et les filles sont victimes au sein des communautés. Les participants ont particulièrement mis l'accent sur :

- le statut de la femme selon l'islam (animé par les IMAMS) ;
  - l'implication des femmes dans la prise de décision ;
- la communication dans les couples ;
- la déscolarisation des filles à cause du mariage d'enfant ;
- le rôle de tout un chacun dans la lutte contre les VBG ;
  - le référencement des personnes survivantes vers les One Stop Center pour la prise holistique ;
  - l'application correcte des textes pour dissuader les agresseurs ;
  - le renforcement des actions de sensibilisation sur les violences basées sur le genre et les pratiques néfastes pour plus de prévention dans les communautés ;
  - le renforcement des échanges intergénérationnels pour mieux faire connaître les bonnes pratiques culturelles surtout celles en lien avec l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles.

La campagne d'information, de sensibilisation sur les VBG dans la région de Koulikoro organisée à l'attention de 550 acteurs notamment les leaders traditionnels et religieux, les services techniques (promotion de la femme, action sociale, santé, éducation), les forces de sécurité (police, gendarmerie), les autorités politiques, les groupements des jeunes et des femmes a permis d'informer les populations de la localité sur :

- la saisine du tribunal administratif et du tribunal du travail ;
- la définition de la grosse de jugement, son délai de délivrance et son exécution ;
- la différence entre l'action civile et l'action administrative ;  
comment déposer une plainte au compte d'autrui ;
  - le jugement d'hérédité après la mort de femme ;
  - la procédure et le délai pour exercer les voies ordinaires de recours au niveau des tribunaux en cas de VBG.

A l'issue de cette campagne, les cas des VBG et de pratiques néfastes suivant ont été identifiés 26 cas de viol, 30 agressions sexuelles, 26 cas d'agression physique, 05 cas de mutilation génitale et 15 cas des violences psychologiques.

## VI. CAPTURE DES TRANSFORMATIONS À TRAVERS LES RÉSULTATS

Le Programme Initiative Spotlight a contribué à des changements de comportements des populations ciblées et ses partenaires. Les mécanismes communautaires (maris modèles, couples modèles, points focaux, comités d'éveil et d'alerte sur toutes les formes de VBG, mères protectrices, clubs d'élèves, groupements des adolescentes et jeunes femmes déscolarisées non scolarisées, groupe WhatsApp et pages Facebook...) mis en place en phase I et fonctionnels exercent une meilleure influence et un pouvoir accru dans le processus d'éducation pour l'abandon des violences aux niveaux des zones d'interventions ciblées. Ces mécanismes communautaires ont permis d'augmenter l'efficacité du projet. Par exemple, les membres des comités de veille et d'alerte de la région de Koulikoro avec l'appui de TAGNE et APSEF ont informé 58 938 personnes (13 081 filles, 21 750 femmes, 8 397 garçons, 15 710 hommes) à travers 799 séances de causeries éducatives en 2022. Aussi, elles ont identifié 1 950 survivant/es de VBG. Parmi ces cas identifiés et pris en charge, il y a 2% d'agressions sexuelles, 44% d'agressions physiques, 13% de mariage d'enfants, 4 % de MGF, 34% de violences conjugales, 3% de maltraitements émotionnelles. Les cas nécessitant une prise en charge médicale ont été référés vers les partenaires de mise en œuvre de l'Initiative Spotlight.

### Rapports sur la mise en œuvre du programme participatif de suivi, d'évaluation et d'établissement de rapports (P-MER)

Tout comme l'année précédente, en 2022, les agences bénéficiaires (les RUNO) et les partenaires de mise en œuvre ont pratiqué la méthodologie P-MER dans le cadre des missions conjointes de suivi. Dans le cadre de la collecte des données sur les réalisations 2022, les partenaires de mise en œuvre ont intégré le dispositif P-MER dans les outils et les approches suivantes :

- l'échantillonnage géographique des zones d'interventions afin de sélectionner les zones en fonction des intérêts stratégiques des agences du SNU, du gouvernement, des OSC partenaires de mise en œuvre, de l'importance des interventions dans les localités, et du niveau d'atteinte des résultats.

- la conception des questionnaires et des guides d'entretiens en vue de collecter les données primaires qualitatives et quantitatives lors des entretiens individuels et de groupe.

- l'établissement des échantillons à enquêter en tenant compte de l'équilibre de la répartition entre hommes, femmes, filles et jeunes et aussi en fonction de leurs statuts socio professionnels,

- la conception des outils de collecte des acquis du programme Initiative Spotlight, des bonnes pratiques, des leçons apprises, d'analyse de la dynamique partenariale et des difficultés relatives à l'intervention,

- la prise en compte dans la méthodologie de suivi, d'évaluation participative les aspects liés au principe « Ne laisser personne de compte ».

L'intégration du P-MER dans le dispositif de suivi et évaluation du programme Initiative Spotlight a permis d'obtenir les données de qualité et d'assurer une gestion de connaissance des acquis et une meilleure appropriation des instruments de suivi et d'évaluation par les différentes équipes au sein des agences SNU et des partenaires de mise en œuvre.

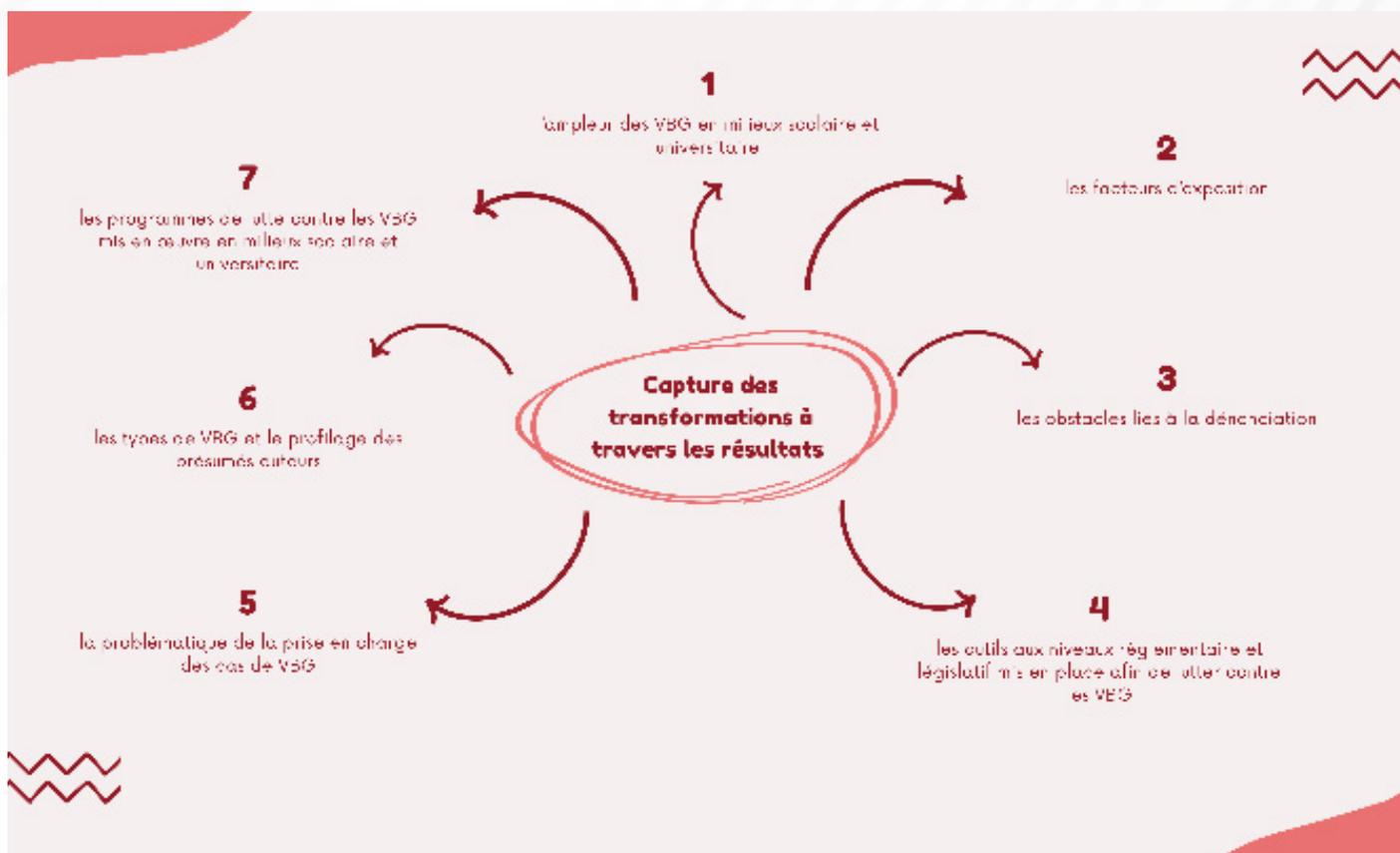
De plus, 05 sessions de plaidoyer ont été organisées auprès des chefs de familles, chefs de villages et des hameaux sur les conséquences du mariage d'enfants touchant 182 leaders (122 hommes, 60 femmes). Les points focaux et les maris modèles ont aussi réalisé dans les familles qui sont dans le besoin, des visites à domicile. Ils servent aujourd'hui de références/conseillers pour la prise de décision éclairée vis-à-vis des pratiques. L'engagement des membres des différents mécanismes communautaires a été un facteur déterminant dans le processus d'abandon des MGF et ME. Le même mécanisme est mis en place dans toutes les zones d'intervention du programme.

## VI. CAPTURE DES TRANSFORMATIONS À TRAVERS LES RÉSULTATS

Avant l'arrivée du Programme dans nos zones, il était très difficile de discuter publiquement de certains sujets tabous tels que les MGF, le mariage des filles avant 18 ans, les violences conjugales, les agressions sexuelles et physiques... Grace aux actions de mobilisation sociale, les communautés ont mieux cerné les contours du concept VBG et ont entrepris des actions pour les réduire. Les changements induits les plus visibles sont entre autres :

Amélioration du vivre ensemble et renforcement de la protection des filles en milieu scolaire  
L'Étude sur les Déterminants des Violences Basées sur le Genre (ED\_VBG) en milieux scolaire et universitaire réalisée par l'INSTAT a concerné les régions d'intervention du Programme Initiative Spotlight (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Sékou et Bamako). Cette étude dont l'objectif principal

était de fournir au Gouvernement du Mali et à l'ensemble des parties prenantes du programme Initiative Spotlight, une base de connaissances pertinentes sur l'ampleur des VBG en milieu scolaire et universitaire. Elle a permis de collecter des informations pertinentes permettant d'apprécier entre autres :



Au-delà de cet objectif, cette étude fournira des informations permettant aux décideurs et partenaires sociaux de l'école d'apprécier dans quelle mesure les statistiques produites peuvent être utilisées pour une prise de décisions basée sur des évidences.

Les programmes déroulés à l'école (diffusions chartes de bonnes pratiques, leçons modèles, bandes dessinées sur les MGF et mariages d'enfant, fora de plaidoyers, conférences débats...) ont permis l'amélioration des relations interpersonnelles entre élèves ; entre élèves et enseignants et entre parents et enfants. Avant l'introduction des programmes de prévention VBG à l'école, il y avait assez de violences physiques, émotionnelles, sexuelles entre élèves/élèves et entre élèves et enseignant/es. Le déroulement des programmes de VBG à l'école a

pour rehausser le niveau des élèves faibles à travers l'initiation de groupes d'exercices pour l'obtention de meilleurs résultats...). Cette déclaration du Directeur coordinateur de l'école de Sobra, cercle de Kati, région de Koulikoro confirme ce résultat « Nous accordons une attention particulière à chaque enfant surtout les plus vulnérables comme ceux qui vivent avec

permis aux élèves et enseignants/es de prendre conscience de ces violences et instaurer le dialogue entre eux/elles, améliorer la dénonciation des cas de VBG faites aux élèves, renforcer la référence vers les services de prise en charge et améliorer la prise en charge psychosociale, médicale...Ce qui fortement réduit la violence à l'école et même en dehors. On note aussi un plus grand respect mutuel entre les différentes parties. Les élèves se soutiennent et s'entraident (visite dans la famille d'un élève souffrant ou décédé, mise en place des mécanismes

un handicap. Je vous recommande de produire la charte de bonnes pratiques sur les VBG sous forme d'images pour la rendre plus accessible à tous les enfants ».

Les enfants (filles et garçons) ont affirmé que l'absentéisme, les agressions physiques (les bagarres entre élèves) et les avances des enseignants, les pratiques de harcèlement à l'égard

des filles sont en voie de disparition dans les écoles. 8/10 filles interrogées dans 341 écoles dont 102 de Kolokani et 239 de Kati région de Koulikoro ont déclaré se sentir en sécurité à l'école. Ce sont les mêmes tendances à Ségou, Sikasso et Bamako. Un élève déclare : « Au sein de notre école, le châtime corporel est en train de disparaître, les filles ne sont plus courtisées par les enseignants, avant cela était très fréquent et aucun élève n'osait en parler ». Les clubs d'élèves (10 personnes dont 50% de filles) sont devenus des vecteurs de changement dans l'espace scolaire à travers la paire éducation, le signalement des cas de violences aux directeurs, le respect des dispositifs de la charte de bonnes pratiques. La paire éducation faite par les clubs d'élèves a permis d'instaurer

### Réduction de toutes les formes de violences à l'égard des femmes et filles y compris les violences conjugales

Les couples et maris modèles à Kati ont pu assurer la gestion de 07 cas de violences conjugales dont 04 cas pour négligence, 02 cas pour manque de communication au sein du couple, 01 cas de rejet au lit. Ces couples ont été réconciliés à la suite des médiations des membres des clubs des maris modèles et couples modèles de Kati. La déclaration d'un conseiller du chef de village de Toubana montre à suffisance ces changements : « Aujourd'hui grâce à l'ONG APSEF, les hommes causent avec leurs femmes et surtout celles qui sont enceintes. Ils prennent soin de leurs enfants (achat de fournitures, soins médicaux). Ces tâches étaient réservées aux femmes. Aujourd'hui les femmes et leurs maris communiquent sans gêne et se taquent même. Avant l'arrivée du projet, on craignait de s'approcher de sa femme ou de son mari au risque d'être stigmatisé, mais de nos jours, nous sommes pressés de nous retrouver et d'être ensemble. Les hommes soutiennent économiquement les femmes et suivent la prise de leurs médicaments ».

Les femmes des zones d'interventions du programme enquêtées soit 7/10 des femmes affirment n'avoir subi aucune violence conjugale durant les trois derniers mois de l'année dans les zones couvertes par le programme Initiative Spotlight et que les hommes sont devenus moins rigides par rapport à certaines décisions familiales. Par exemple dans les villages de

le dialogue entre élèves sur les sujets de VBG particulièrement les questions liées au mariage des enfants, à l'égalité de genre et l'exercice de leurs droits, y compris les droits à la santé de la reproduction. Ils/elles échangent leurs points de vue et dénoncent des cas de VBG. Les actions de prévention de VBG à l'école ont largement contribué à une prise de conscience général et ont amélioré les relations élèves - enseignants et vice versa.

Aussi, dans les zones d'interventions couvertes par l'ONG TAGNE à Kolokani, aucun cas de déscolarisation des filles pour des fins de mariages n'a été noté en 2022. L'attestation du CAP de Kolokani remis à l'ONG TAGNE confirme cet état de fait (voir annexe D, bonne pratique).

Konkou-Zambougou, Niouma-Makana, Sobra, ils permettent à leurs femmes de mener des activités économiques alors que ce n'était pas le cas avant le projet. Plus de 7/10 femmes nous ont affirmés qu'elles ont acquis auprès de leur mari l'autorisation de faire du commerce ambulante.

**Une femme de Sobra déclare :** « Avant mon mari n'acceptait pas que je fasse le commerce de village en village. Grâce aux différentes causeries sur le genre, il m'a autorisée à le faire. Il m'aide d'ailleurs à obtenir les marchandises ».

**Une femme de Konkou-Zambougou déclare :** « Mon mari a vraiment changé de comportement depuis l'arrivée du projet. Avant j'élevais les moutons et je ne pouvais pas vendre un seul mouton pour mes besoins. C'est lui qui les vendait et gérait l'argent comme il veut, mais grâce aux différentes causeries sur les VBG, j'ai eu le droit de propriété. Mon mari accepte que je vende mes bêtes à ma guise ».

**Une jeune fille membre de la plateforme a parlé :** « Les différentes formations dans le cadre de ce programme, ont contribué à renforcer considérablement ma compréhension du concept Genre, les VBG, la masculinité positive, la santé de la reproduction. J'ai apprécié d'être formé comme formateur. Nous avons animé des séances de formation dans les régions et cercles du Mali. Cela a renforcé mon

estime de soi. Je me suis sentie plus impliquée et utile après les ateliers. J'ai vraiment acquis beaucoup de connaissances qui permettent aujourd'hui d'animer correctement une séance de causerie éducative auprès de mes paires. Car j'ai les connaissances et les techniques qu'il faut, en plus ma perception des violences a véritablement évolué grâce à l'initiative Spotlight. »

**Un jeune de plateforme de Bamako a parlé :** « La formation des formateurs et les restitutions dans les communes et régions pour moi étaient des défis, Elles ont été très bénéfiques en termes de connaissances et de compétences. Je suis capable d'animer des séances de sensibilisation sur le concept genre, VBG, gestion du cycle menstruel et la masculinité positive. Sur le plan personnel, mes actions sont de plus en plus orientées par les connaissances acquises notamment dans mes rapports avec mon entourage, et ma famille. Je suis plus en faveur d'une masculinité positive, moins toxiques plus responsable et démocratique. »

L'adoption de normes protectrices des femmes et des filles se fait aussi voir. Par exemple, le comité d'éveil et d'alerte sur toutes les formes de VBG mis en place à Sénou, en Commune VI du district de Bamako a acheté et mis en location des chaises afin de générer des revenus pour alimenter leur caisse et assurer la tenue des réunions par l'achat d'eau et la location de chaises pour les réunions. Cette caisse mise en place est alimentée par un système de cotisations afin de continuer avec les activités même après le retrait du programme. Le même cas a été répliqué par certains comités d'éveils à Koulikoro (cas de Boumoundo). Le comité de Sebenicoro dans la commune de Kati a confectionné des bancs destinés au comité afin de ne plus prendre en location des chaises pour les activités de sensibilisation et les réunions dudit comité.

### **L'abandon des pratiques néfastes comme les MGF et mariages d'enfants prend le dessus sur le maintien de ces normes dans les zones d'intervention du programme Initiative Spotlight**

Un conseiller villageois témoigne « S'il y a des maux qui nuisent aux enfants dans nos familles, c'est l'excision et le mariage des enfants. Un jour de janvier 2022, j'ai entendu le son du tam-tam des excisées et ou circoncis dans le village. J'étais furieux, déçu. J'ai essayé de m'approcher pour voir ce qui se passait. A quelques mètres du lieu j'ai dit : mais vous aussi, jusqu'à présent vous faites souffrir les enfants malgré tout ce que l'Initiative Spotlight vous a dit à travers l'APSEF (partenaire de mise en œuvre) ? Une voix s'écriait : toi aussi, il s'agit des garçons ! Après vérification, j'étais très heureux de constater qu'il s'agissait bien des garçons qui avaient subi la circoncision. Le processus peut être long mais les gens vont changer de com-

portements prenez le temps de bien expliquer ».

« Pour vous confirmer que l'excision régresse je vais vous faire savoir que selon les informations reçues dans la contrée, la consultation des sages/devins a révélé que l'année 2022 a été jugée défavorable à la pratique de l'excision. Aucun cas d'excision n'a été signalé pour le moment. C'est comme si les communautés ont compris le message de l'Initiative Spotlight à travers APSEF son partenaire de mise en œuvre et pour l'exprimer, elles n'ont pas réagi à l'offre des exciseuses. Ce silence est un signe très important, si non toutes les filles seraient excisées puisque c'est pendant la saison froide que la pratique se fait dans le milieu. Si vous insistez sur les méfaits de la pratique, vous aurez beaucoup d'adeptes car ici on ne prône que les bienfaits de la pratique » Un conseiller communal de Sobra.

En 2022, 379 villages des cercles des zones d'intervention de l'Initiative Spotlight ont rejoint le mouvement national d'abandon des MGF en signant publiquement la déclaration d'abandon des MGF et mariages d'enfants.

### Participation accrue des leaders religieux aux actions de prévention des VBG :

Avec l'appui des argumentaires religieux développés dans les zones d'intervention du programme, 52 prêches et sermons dont 38 par les leaders religieux musulmans dans les mosquées et familles et 14 par les leaders religieux chrétiens dans les églises et temples ont été organisés. A titre d'exemple à Kati, 16 Imans ont fait des prêches sur les conséquences du mariage d'enfant. Un iman déclare : « Donner l'information est un devoir pour nous, car Dieu même l'a dit si tu as une bonne information par rapport à une situation donnée, partage-la, tu apporteras de la lumière à ceux qui sont dans l'obscurité et tu peux aussi sauver des vies » Imam de Kati. Aussi 9 pasteurs ont fait des sermons sur les VBG dans les églises et temples. Un autre exemple à Sikasso : 20 leaders religieux qui ont été formés dans les communes de Bougouni, Danderesso ont organisé 27 prêches (15 dans les mosquées, 5 dans les églises, 4 dans les familles et 3 à travers les radios de proximité) et touché 2 053 fidèles dont 783 femmes.

L'organisation des prêches dans les lieux de cultes, mariages et baptêmes ont contribué à une réduction significative de l'emprise des leaders religieux et communautaires opposés aux thématiques du projet sur les populations et cela a contribué à la réduction des violences surtout conjugales dans les communautés cibles. Ces prêches ont permis d'élucider les points de vue religieux par rapport aux pratiques des MGF et mariages d'enfants et ont permis à certaines communautés de renoncer à ces pratiques.

### Amélioration du niveau de revenu des filles adolescentes (15-17 ans) & jeunes femmes de 18 ans et plus déscolarisées & non scolarisées et renforcement de l'autonomie financière et de la confiance en soi

Les adolescentes et jeunes femmes déscolarisées et non scolarisées renforcées sur la prévention et réponse aux VBG et sur les filières porteuses (saponification, transformation et la conservation des produits locaux : pâtes d'arachide, fonio, jus...) de leurs choix constituent un groupe de pression au niveau. Le programme vise une relative indépendance économique des adolescentes et jeunes femmes spécifiquement déscolarisées et non scolarisées afin de contribuer à leur épanouissement socioéconomique. Ceci a un impact sur l'émancipation des femmes.

L'autonomie économique des adolescentes et

### Le pasteur de Sebenicoro déclare :

« Les connaissances acquises sur les thématiques du projet lors des formations m'ont permis de résoudre beaucoup de problèmes entre les couples. Je fais des médiations entre couples sur les violences. Cela me donne une certaine audience auprès de ma communauté. Par ailleurs, j'ai pu diversifier mes thèmes de sensibilisation et de prêches ». Certains leaders religieux musulmans autrefois réticents adhèrent de plus en plus à l'idée du projet. Ils font des prêches sur les mariages d'enfants et sur les VBG. « Le mariage des enfants n'existe nulle part dans les livres saints » dicit un leader religieux musulman du village de N'Gonikoro dans la commune rurale de Didiéni, cercle de Kolokani.

jeunes femmes leur permet de participer à la prise des décisions importantes au sein de la famille, y compris celles concernant les MGF et le retard du mariage des filles. Dans chaque village couvert, il est mis en place un groupement d'adolescent/es et jeunes femmes, renforcés, équipés et bénéficiant d'un fonds de roulement symbolique de 100 000 F CFA en 1 seule fois. Certains de ces groupements ont su multiplier ces fonds et disposent de plus de 5 fois ce montant dans leur caisse. Un système d'épargne pour le changement est mis en place dans les groupements villageois. Chaque fille accède au fonds à travers un prêt, qu'elle rembourse avec intérêt, ce fonds permet aux filles de mener les activités suivantes : le petit commerce (vente de boucles d'oreilles, de légumes frais...).

Les fonds permettent aussi de contribuer à la

scolarité des enfants (Filles, garçons), à la santé familiale, aux événements sociaux, mais surtout à assurer le transport du village aux structures de santé aux survivantes de VBG pour bénéficier de soins gratuits. Les membres des groupements d'adolescentes tiennent des rencontres hebdomadaires (1 fois par semaine) et font la paire éducation sur les MGF, mariages d'enfants, la santé de la reproduction et les autres VBG.

**L'amélioration du revenu est confirmée par cette déclaration d'un conseiller de Bossofala** « Ce programme Initiative Spotlight est l'un des meilleurs programmes que nous avons reçus. Il y a des ONG qui sont venues ici, cinq ans, six ans mais ce que nous avons appris en deux ans dépasse cet enseignement de cinq, six ans, en plus, nos filles arrivent à se prendre en charge économiquement ».

L'autonomisation des adolescentes et jeunes femmes a permis de réduire considérablement les cas de mariage d'enfant et l'exode rural comme en témoignent les habitants dans les différents villages. Le constat est que l'autonomisation des adolescentes a considérablement réduit leurs expositions aux mariages avant 18 ans et leurs exodes vers les zones minières et les centres urbains. Certains groupements ont pu rassembler des sommes importantes issues de la vente de leurs produits (savons) et les adolescentes contribuent aux charges financières du ménage selon leur possibilité. Parmi elles, il y en a qui ont contribué à faire empêcher le mariage de leurs camarades à travers la sensibilisation de leurs parents. Ces adolescentes discutent des conséquences de la pratique de l'excision et du mariage des enfants sur la santé de la fille et de la femme dans tous les villages couverts par le projet. Elles affirment que leurs enfants ne seront pas excisés et ne seront pas mariés avant 18 ans.

**L'éveil de conscience des femmes par rapport à la nécessité de défendre leurs droits** : Avant l'arrivée du projet, les journées de défense des droits des femmes n'étaient pas valorisées et passaient inaperçues. La journée du 8 mars 2022 a été célébrée dans la plupart des communes et cela à l'initiative des femmes : « Nous saluons les efforts de l'Initiative Spotlight à travers l'APSEF qui nous a permis de nous ré-

veiller. C'est la toute première fois que nous célébrons la journée internationale de la Femme. Nous avons pu faire comprendre aux hommes que nos droits sont violés et qu'ils doivent s'investir pour qu'ils soient mieux respectés ».

**Prise en compte de l'équité homme femme dans le choix des participant/es aux formations et l'accès aux ressources**

Autrefois, les formations étaient surtout réservées aux élus hommes parce qu'en général, les femmes n'ont pas accès et ne contrôlent pas les moyens de déplacement mais actuellement, les femmes sont aussi désignées pour participer à ces activités et les hommes les amènent et reviennent les chercher. Il ressort également que les femmes parlent librement lors de ces réunions. Dans plus de la moitié des villages d'intervention, les hommes ont accepté de céder un lopin de terre aux femmes dans le cadre de leur activité de maraichage ou pour en faire un champ individuel. Les femmes affirment qu'elles reçoivent de l'aide des hommes dans ces champs (appui à la confection des planches et à la production des pépinières...).

**Les hommes appuient les femmes dans les travaux domestiques (équité)**

8/10 des hommes enquêtés vont chercher du bois de chauffage pour leurs femmes. Un jeune homme de Nioumamakana déclare : « grâce au projet, nous sommes en bon termes avec nos femmes qui se sentent aimer et nous avons moins de problèmes avec elles ». Aussi, 5/10 des hommes s'occupent des enfants lorsque les mamans sont occupées à cuisiner. Selon une femme leader du village de Golo : « autrefois, lorsqu'un nourrisson pleurait, les hommes nous grondaient et nous obligeaient à venir le prendre, mais de nos jours, au lieu de nous appeler, ils prennent eux même soin de l'enfant pour que nous puissions continuer nos tâches ». Une femme leader de Fadjabougou déclare que « actuellement les hommes creusent des puits dans nos jardins pour que nous puissions arroser nos planches ». Un participant de N'teguedo déclare : « Bien vrai que je sois marié, je ballais la cour et je pile le mil quand ma femme est très prise, je m'occupe aussi de mes enfants ».

**Réduction des disparités de genre entre filles garçons en matière d'éducation**

Selon le directeur coordinateur de Kati (qui coordonne tous les directeurs d'école d'un Centre d'Apprentissage Pédagogique-CAP), les filles sont aujourd'hui plus nombreuses à être inscrites à l'école et à poursuivre leurs études au même titre que les garçons. Les enseignants prônent la justice dans l'environnement scolaire en évitant les stéréotypes dans la répartition des tâches (balayage des classes et nettoyage du tableau). De plus, on note une plus grande valorisation des filles : Les adolescentes sont aussi libres de leurs mouvements que leurs homologues masculins. Les parents donnent les mêmes chances aux filles et aux garçons d'aller à l'école.

Le renforcement de la masculinité positive à travers une meilleure implication des hommes et des garçons dans la réalisation de certaines tâches ménagères jusque-là exclusivement réservées aux femmes et filles notamment la corvée d'eau, le ramassage des ordures, l'entretien de l'enfant, les soins et le suivi de l'éducation des enfants. De plus, la réduction de certaines formes de discrimination à l'égard de la femme se traduisant par la réduction des violences conjugales dans les foyers à travers l'instauration du dialogue permanent entre les parents et entre parents et enfants est aussi très remarquable. « Auparavant, nous faisons seulement des comptes rendus aux femmes pour les décisions de mariage des enfants et tout autre problème lié à la famille. Il n'y avait pas de communication dans le foyer, grâce aux actions de l'Initiative Spotlight à travers TAGNE, les choses ont changé, nous communiquons et nous décidons avec nos femmes » dit un mari modèle de Kolokani. Les hommes sont plus réceptifs à la fréquentation des structures de santé par les femmes en termes de soins pré, post, péri natal, suivie de la santé des enfants de 0 à 5 ans et les agressions physiques envers les femmes sont beaucoup réduites : « Battre les femmes qui était choses courantes au sein de la communauté se trouve beaucoup réduit de nos jours. Les sensibilisations ont permis de diminuer les agressions physiques envers les femmes ainsi que les insultes entre époux et épouses » selon les DTC des CSCOM des communes de Sebecoro, Sagabala, Guihoyo et Nonkon. Selon les informations rapportées par les agents de Santé des zones d'interventions d'un des partenaires de mise en œuvre du

programme Initiative Spotlight le nombre de cas est relativement faible par rapport à l'année dernière à la même période. Les clubs des maris modèles ont largement contribué à l'atteinte de ces résultats.

En 2022, les 07 « Conseils Communaux des Adolescent/ses et Jeunes (CCAJ) » mis en place en 2021 (en y accordant plus de places aux jeunes filles) dans les 07 communes d'interventions de l'Initiative Spotlight à travers APSEF (partenaire de mise en œuvre) dans le cercle de Kati ont élaboré chacun un plan d'action pour la prévention et réponse aux VBG. Le contenu de ces plans d'actions est basé sur la sensibilisation sur les VBG, l'importance de la scolarisation et le maintien des filles à l'école, l'impact du mariage avant 18 ans sur la scolarisation des filles, la participation des jeunes/jeunes filles dans la gestion des affaires de la commune. Chaque CCAJ a réalisé entre 4 et 7 réunions dans l'année. Aussi les activités suivantes ont été menées : i) organisation de séances de sensibilisation à l'école auprès des élèves et dans les quartiers auprès des jeunes filles sur l'importance de la scolarisation particulièrement des filles, ii) l'impact des VBG sur la scolarisation des enfants notamment des filles, iii) la recherche de partenaires pour faciliter l'accès des filles à des kit de dignité, iv) la recherche de partenaires pour faciliter l'accès des filles aux actes de naissances, v) la réintégration des filles déscolarisées pour des fins de mariage à l'école formelle, le maintien des filles à l'école. Avec l'appui de ces CCAJ, dans toutes les écoles, le maintien des filles est très visible, car selon les communautés à date, c'est très fréquent de trouver des classes où l'effectif de filles dépasse celui des garçons où les effectifs sont presque les mêmes. Ceci est dû en grande partie aux mesures prises par les CCAJ. Des résultats similaires ont aussi été rapportés dans les autres régions d'interventions du programme.

## Rapports sur la Santé Reproductive (SR)

La santé de la reproduction est le secteur clé d'intervention de l'Initiative Spotlight. Les activités dans ce secteur ont effectivement été entreprises durant l'année 2022 :

**Les coachings des jeunes et adolescents sur la santé reproductive :** Les activités de santé maternelle concernant les jeunes et les adolescents ont été menées sur le programme à travers les espaces sûrs mis en place.

**La prise en charge médicale des survivantes de violences sexuelles :** l'une des principales activités des One Stop Center est la prise en charge médicale des cas de violence sexuelle. Ainsi, ces cas entrent dans le cadre de la santé reproductive.

**L'appui à la réparation et à la prise en charge des séquelles de mutilation génitale féminine (MGF) :** Les ONG partenaires sur le terrain font de l'appui conseil aux adultes souffrant des séquelles des MGF. Ces victimes sont orientées vers les One Stop Center pour une prise en charge médicale.

**Le renforcement des capacités des prestataires de santé sur la gestion clinique des cas de violence sexuelle :** La prise en charge médicale des cas de violence sexuelle nécessite une formation adaptée à ces cas.

**Le renforcement des connaissances des adolescentes et jeunes sur la gestion de l'hygiène menstruelle et la mise à disposition des kits :** l'un des défis majeurs des adolescentes et jeunes au niveau communautaire est la gestion de l'hygiène menstruelle d'où la nécessité de renforcement des capacités.

## VIII. TITULAIRES DE DROITS (« BÉNÉFICIAIRES » DU PROGRAMME INITIATIVE SPOTLIGHT)

### Les Bénéficiaires

Le programme Initiative Spotlight est conçu pour prévenir et lutter contre les violences basées sur le Genre. A ce titre, toutes les couches des communautés sont bénéficiaires des interventions du programme. Cependant, il cible en particulier certaines catégories de la population telles que les femmes, les filles et les garçons se situant dans une tranche d'âge donnée. Pour cette année les personnes dans les tranches d'âge indiqué sont largement touchées, ci indiqué dans le tableau ci-dessous :



|                                   |                                       |
|-----------------------------------|---------------------------------------|
| <b>Total</b>                      |                                       |
| Directs en 2022<br><b>525 054</b> | Indirects en 2022<br><b>2 488 686</b> |

Données issues des rapports des OSC partenaires et des DRPFEF et sur la base du cumul des bénéficiaires de chaque catégorie

## IX. DÉFIS ET MESURES D'ATTÉNUATION

Le Programme Initiative Spotlight par son objectif reste un programme complexe dans la mesure où la thématique de VBG constitue toujours un sujet sensible. Au-delà des résultats évoqués de nombreuses difficultés existent et des défis restent à relever parmi lesquels on peut, entre autres, citer :

| Défis/difficultés   | Solutions proposées  |
|---|--|
| Problème de ressource pour la réinsertion socioéconomique des survivantes | La complémentarité avec d'autres interventions et la mobilisation de ressources complémentaires dans le domaine des AGR sont des solutions envisagées. |
| Règlements à l'amiable des cas de VBG                                     | Faire prendre consciences des risques liés au règlement à l'amiable des questions de VBG (la récurrence)   |

|  |  |
|--|--|
| <p>Stigmatisation des survivantes pendant le processus de prise en charge</p>  | <p>Développer le partenariat afin d'intégrer davantage les One stop Center au sein des maternités. UNFPA a appuyé le Gouvernement à travers le MPFEF et les centres spécialisés à l'intégration des services des ONE STOP CENTER dans les services des structures sanitaires ; à la mise en place d'un comité national de suivi des ONE STOP CENTER conformément aux principes directeurs, au renforcement des capacités des personnels des structures clés.</p> |
| <p>Instabilité de certaines corporations au niveau local au regard de la mobilité du personnel</p>   | <p>Multiplier les sessions de renforcements des capacités des acteurs impliqués dans la prise en charge des cas de VBG, il s'agit de la gestion clinique des cas de Viol/ VBG, la prise en charge holistique (accueil, orientation, prise en charge holistique, médicale des cas de VBG ;</p>  |
| <p>Suspension des opérations financières du programme pendant la période de transition vers la nouvelle plateforme financière de l'UNFPA</p>   | <p>Anticiper sur la formulation des besoins en liquidité pour la continuité des activités</p>  |
| <p>Inaccessibilités de certains produits (huile de palme, huile palmiste) des groupements d'adolescents à cause de l'embargo qui a favorisé l'augmentation du coût de production.</p>  | <p>Changer d'huile et utiliser des huiles de même qualité disponible sur le marché. Augmenter le prix du morceau de savon à la vente. Certains groupements se sont engagés à faire des champs d'arachide pour faire face à ce problème.</p>  |
| <p>Réticentes de certaines communautés villageoises dans les cercles de Kati et Kolokani par rapport à l'abandon des MGF, des Mariages d'Enfants malgré qu'elles cohabitent avec plusieurs villages qui ont déjà abandonné les O2 pratiques.</p> | <p>Poursuivre les campagnes de sensibilisation auprès des villages réticents</p>   |
| <p>La fin du projet et le retard dans le renouvellement des accords de coopération, fautes de fonds, risque de mettre en mal le processus de changement de pratiques déjà amorcé.</p>  | <p>Faire des plaidoyers auprès des donateurs pour la mise à disposition de fonds adéquats pour des programmes à long terme.</p>  |

|  |   |
|--|---|
| <p>Adoption de la loi sur le mariage (16 ans) par l'État entrave l'adhésion à l'idée de 18 ans pour donner sa fille en mariage</p>   | <p>Poursuivre les actions de plaidoyer au niveau communautaire pour influencer les décideurs mais surtout les autorités communales à adhérer à l'idée de 18 ans</p>   |
| <p>Insécurité grandissante dans certaines zones d'intervention du projet à travers la présence des bandits armés et djihadistes.</p> | <p>Éviter de se déplacer entre les villages d'intervention du projet à certaines heures tardives surtout la nuit- Se déplacer toujours en équipe ;</p> <p>Recueillir des informations sécuritaires auprès des autorités administratives et leaders communautaires avant de se déplacer.</p>   |
| <p>Réticence de certains leaders religieux à Didiéni, cercle de Kolokani, région de Koulikoro</p>                                    | <p>Intensifier les interventions sur les leaders religieux –</p> <p>Solliciter l'appui des leaders religieux convaincus à sensibiliser leurs égaux.</p> <p>La transformation de normes sociales qui constituent généralement les attitudes, les us et coutumes, les stéréotypes, les pratiques nuisibles à la santé de la femme et de la fille nécessitent des investissements de fonds vu la réticence d'un certain nombre de groupes cibles. Des comités de veille et d'alerte précoce ont été mis en place. Ceux-ci sont composés des membres des communautés, des espaces sûrs, de clubs de maris et de futurs maris pour une responsabilisation des acteurs et leur implication.</p> |
| <p>La difficulté de trouver une bonne expertise au niveau national sur certains volets du programme</p>                              | <p>Pour ce point, le processus de mise en place de la base des données a connu un retard dans son démarrage pour des raisons liées à l'indisponibilité des ressources techniques adéquates. A date, une firme internationale a été recrutée et un consultant international ainsi qu'un consultant national pour la mise place de la base de données, le suivi pour son fonctionnement.</p>  |

## X. LEÇONS APPRISSES ET NOUVELLES OPPORTUNITÉS

### a) Leçons apprises

Au cours de l'année 2022, les leçons apprises identifiées portent aussi bien sur les piliers que d'autres aspects organisationnels :

- l'utilisation des cadres religieux pour la communication pourrait permettre une meilleure adhésion des communautés dans la lutte contre les VBG ;
- l'équipe de mise en œuvre a également retenu comme leçon la nécessité d'avoir une solution aux difficultés rencontrées sur le terrain ;
- l'implication des leaders religieux dans la sensibilisation en milieu scolaire pourrait apporter un plus dans le processus de changement significatifs dans la lutte contre les VBG ;
- l'utilisation des espaces sûrs comme étant des cadres très adaptés pour le coaching des adolescents(es) sur la santé de la reproduction et pour assurer l'implication des adolescents(es) ;
- la prise en compte de l'autonomisation des adolescentes de 10-17 ans et jeunes femmes de 18 ans et plus à travers le renforcement de leurs compétences sur la prévention et la réponse aux VBG et les filières porteuses est un gage pour la pérennité des actions ;
- l'implication des jeunes a été un facteur déclencheur de l'abandon de la pratique des MGF et mariages avant 18 ans. Ces jeunes abordent sans crainte ces thématiques lors des actions de prévention, ce qui permettra de pérenniser les acquis car ils sont appelés à être des décideurs ;
- l'implication des leaders religieux (toutes confessions confondues) a été déclarée efficace dans plusieurs villages pour accélérer l'abandon de ces pratiques ;
- l'approche ludo-éducative qui est une stratégie non directive mais participative et basée sur le dialogue donne plus d'ouverture pour l'acceptation du projet et ses thématiques malgré leurs sensibilités ;
- l'implication des autres secteurs comme la santé, l'éducation, la justice, les communicateurs traditionnels, les communautés à la base, les associations et groupements féminins contribuent à la pérennisation des acquis ;
- l'existence des PTF et OSC pour soutenir la promotion de l'abandon des VBG constituent des atouts ;
- l'existence d'un mouvement national d'abandon des mariages d'enfants et MGF auxquels s'inscrivent les villages d'abandon des MGF et mariages d'enfants du Programme Initiative Spotlight ;
- la mise en réseau des OSC est une approche qui favorise une meilleure coordination de leurs actions en faveur de l'élimination des VBG ;
- le renforcement des capacités et le développement de synergie entre les organisations de jeunes facilite leurs mobilisations pour s'engager en faveur de l'atteinte des résultats du programme ;
- Les mécanismes de la société civile notamment les réseaux et les coalitions constituent des mécanismes fiables et durables en faveur de l'élimination des violences faites aux femmes et les pratiques néfastes dans les zones d'interventions du programme ;
- Le renforcement de capacités des activistes au niveau communautaire en plus des structures de la société civile peut contribuer à créer un environnement plus protecteur mais aussi à créer un mouvement de base pour pousser l'agenda politique au niveau législatif.

## b) Nouvelles opportunités

Au regard de l'environnement de mise en œuvre du programme et autres aspects pouvant être perçus comme des opportunités pour le programme, l'on peut citer les éléments ci-dessous :

la redynamisation du groupe de mobilisation des ressources des Nations Unies qui est en cours en ce moment au Mali, donnera une autre vision aux programmes conjoints de type de l'Initiative Spotlight ;

- l'existence du CNT (Conseil National de Transition) qui permettra de poursuivre les activités de plaidoyer auprès de certains membres du CNT, en faveur de l'adoption d'une loi, en l'absence de l'Assemblée nationale au Mali. Un atelier de réflexion sur les recommandations issues de ces journées de plaidoyer et l'évaluation de l'ancien plan d'action du réseau et l'élaboration du nouveau plan de travail 2023-2024 ;
- la dynamique de la refondation entreprise par le Mali pourrait être une opportunité pour rediscuter des faits et fléaux qui affectent

les femmes et les filles tels que les violations des droits ;

- la levée des sanctions contre le Mali a amélioré les relations avec les partenaires techniques et financiers donc la mobilisation des ressources ;
- la synergie développée entre les différents réseaux d'Organisation de la Société Civile opérant dans les zones d'intervention du Programme ;
- l'existence des coalitions de leaders traditionnels et religieux favorables à la lutte pour l'abandon des VBG dans les zones d'intervention du programme Initiative Spotlight ;
- l'engagement des jeunes en faveur de l'atteinte des résultats du programme Initiative Spotlight.

## XI. PRATIQUES INNOVANTES, BONNES PRATIQUES

Durant la période de mise en œuvre du programme Spotlight Initiative, quelques pratiques innovantes ont été identifiées :

- l'utilisation de l'approche de communication pour influencer sur l'impact de la religion sur la perception des communautés au regard des VBG : « Dine Baro », une initiative innovante comme nouvelle stratégie de sensibilisation pour concilier la religion et la lutte contre les VBG. Les causeries autour de la religion en lien avec les droits des femmes, les VBG et autres pratiques néfastes sont des stratégies innovantes qui ont montré leurs preuves en termes de résultats au regard des témoignages recueillis des femmes qui ont participé aux sessions ;

- L'étude sur les normes sociales liées aux MGF et mariages d'enfant dans les zones d'interventions du programme en cours de réalisation par Overseas Development Institute (ODI) ;

- le renforcement des capacités des gestionnaires de cas sur les données relatives aux violences basées sur le genre ;

- la synergie développée par les organisations de jeunes partenaires du programme qui a permis de maximiser leur mobilisation pour la sensibilisation de leurs pairs et des communautés pour renforcer la prévention et l'orientation des personnes survivantes vers les one stop center pour la prise en charge holistique ;

La création d'une application mobile « ZERO VBG », par une association de jeunes femmes à faciliter la vulgarisation des campagnes digitales, d'information, de sensibilisation d'alerte des cas de VBG et par ricochet servir d'espace d'échange pour la prise en charge psycho sociale des survivantes de VBG.

## XII. COMMUNICATIONS ET VISIBILITÉ

### a) Aperçu

En termes de communication et de visibilité, le Programme Initiative Spotlight a mis en œuvre plusieurs actions à savoir des émissions TV et radiophoniques, des campagnes digitales sur les réseaux sociaux, la production de vidéos, de brochures, de flyers, des gadgets, de la bande dessinée « AWA ».

De même, des activités de plaidoyer, d'engagement communautaire, des causeries et conférences publiques en faveur de l'abandon des pratiques traditionnelles néfastes et de la lutte contre les VBG, les mariages d'enfants...ont été au cœur des interventions de communication. Toutes ces activités avaient pour objectif phare, de mettre en lumière les efforts qui sont consentis dans le cadre du Programme Initiative Spotlight mais aussi et surtout pour susciter chez les communautés clés un changement de comportement positif.

Ainsi, au cours de l'année sous revue, plus de 1 433 activités médiatiques sur les VBG, les pratiques néfastes ainsi que les autres thématiques clés du programme Initiative Spotlight ont été réalisées notamment :



695

émissions  
radiophoniques



62

débats  
radiophoniques



31

émissions  
télévisées



47

activités de plaidoyer



16

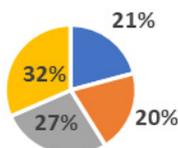
articles de  
presse



40

campagnes virtuelles sur  
les groupes WhatsApp et  
pages Facebook

Pourcentage des personnes touchées par genre



■ Filles ■ Garçons ■ Femmes ■ Hommes

Ces activités de communication ont ainsi touché 4 526 456 personnes, soit 942 524 filles, 919 519 garçons, 1.235 866 femmes et 1.428.547 hommes (via les campagnes, émissions radiophoniques, réseaux sociaux.)

Le graphique ci-dessous retrace le pourcentage de personnes touchées par sexe à travers les activités de communication et de plaidoyer.

De même, dans le cadre du renforcement des connaissances des femmes et des filles survivantes sur les services disponibles en matière de réponse aux VBG, pratiques néfastes et SR, plusieurs supports de communication (cartes de référencement, boîtes à image, affiches...) ont été produits et diffusés. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) ont également été fortement utilisées à travers une collaboration avec Hamibana, qui est une solution digitale (plateforme) pour un accès fiable des jeunes et femmes aux services de santé de la reproduction et la lutte contre toutes formes de violences basées sur le Genre.

Par ailleurs, le 06 février 2022, journée inter-

bande dessinée « la bande Awa » ; 500 exemplaires de la publication statistique de l'UNICEF sur les MGF. De même, dans l'optique de donner plus de visibilité à cette journée et de sensibiliser plus de personnes, les réseaux sociaux (Twitter, Facebook) ont également servi de cadre pour véhiculer des messages de sensibilisation et d'information sur les conséquences des MGF.

nationale « Tolérance zéro » aux Mutilations Génitales Féminines et à l'excision (MGF-E) était placée sous le thème « Accélérer les actions pour mettre fin aux mutilations génitales féminines au Mali » a été célébré à Bougouni sous la présidence du Secrétaire général du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF), représentant le ministre. Cette activité a également été une occasion phare pour accroître la visibilité du programme Initiative Spotlight à travers la remise au MPFEF des matériels composés de : base des données nationale VBG (Violences basées sur le genre) ; 250 tablettes pour les producteurs de données VBG ; 600 téléphones mobiles destinés aux jeunes adolescentes des groupements féminins ; 500 exemplaires de la

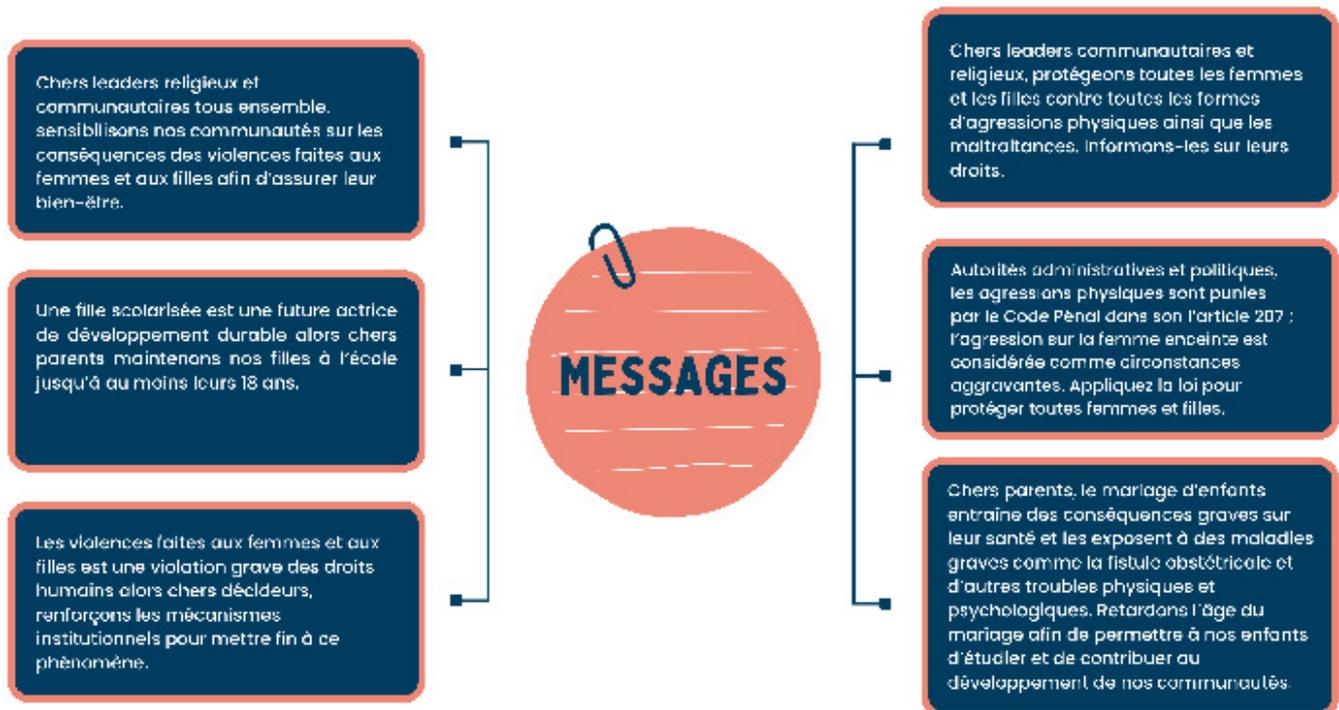
Toutes ces publications ont été faites sur la base des directives du Programme Initiative Spotlight mettant ainsi en exergue les spécificités de branding et de visibilité en mentionnant l'Union Européenne, l'armoire du Mali et les logos des Nations Unies et des ODD.

Ci-joint le lien google drive des publications sur les réseaux sociaux du programme Initiative Spotlight

Liens photos, publications réseaux sociaux et articles de presse  
[https://docs.google.com/document/d/14-HZQC9B-BuLQzMPsiAx-vuF9P7Z6Jfmk/edit?usp=share\\_link&oid=114692547173273341637&rtpof=true&sd=true](https://docs.google.com/document/d/14-HZQC9B-BuLQzMPsiAx-vuF9P7Z6Jfmk/edit?usp=share_link&oid=114692547173273341637&rtpof=true&sd=true)

## b) Messages

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités, plusieurs messages ont été développés en lien avec les thématiques clés du Programme : Abandon des mariages d'enfants, lutte contre les MGF, masculinité positive, santé de la reproduction... Ces messages avaient pour objectifs de sensibiliser et d'informer les communautés à travers des activités terrain (émissions radiophoniques/télévisée, conférences, animations de masse...) et aussi par le biais des réseaux sociaux Facebook et Twitter.



### c) Événements médiatiques et de visibilité

Afin d'impliquer davantage les jeunes dans les activités du Programme Initiative Spotlight et d'accroître davantage leur engagement en faveur de la lutte contre les violences basées sur le genre, un public Show a été organisé par l'Association des enfants et jeunes travailleurs (AEJT) en collaboration avec le Conseil Consultatif National des enfants et jeunes (CCNEJ) le 12 février 2022 à la maison des jeunes de Kolokani. L'objectif de cette activité était de sensibiliser les communautés à travers des chants de la poésie, du Sketch et de la chorégraphie sur les conséquences des VBG ainsi que leurs rôles dans la lutte contre ces Violences à l'égard des femmes et des filles dans leurs communautés. Cette activité a ainsi été médiatisée et largement partagée sur les réseaux sociaux donnant alors une grande visibilité au Programme Initiative Spotlight.

De même, en plus du public show, plusieurs autres événements médiatiques et de visibilité ont été menés à savoir : 5 tables rondes organisées par la plateforme Hamibana et enregistrées en langue nationale par le studio de production Maliba-Fm au One stop center de la commune 1 du district de Bamako. Les tables rondes portaient généralement sur la disponibilité des services de prise en charge holistique des cas de VBG.

Aussi, lors de toutes les activités d'envergure, les médias (presses écrite, orale, en ligne) ont été impliqués pour la couverture ainsi que la diffusion des informations afin de donner plus de visibilité aux activités du Programme Initiative Spotlight.

### d) Campagnes

Des campagnes virtuelles ont été conduites sur les thématiques VBG, masculinité positive, l'inclusion sociale, la diversité, la lutte contre le mariage d'enfants, les MGF, l'accès des adolescents et jeunes aux services de santé de la reproduction... ces campagnes ont été menées par les jeunes en concert avec des groupements de femmes dans le but de sensibiliser leurs pairs à travers les plateformes digitales WhatsApp, Facebook et Twitter. Par ailleurs, une activité de plaidoyer de haut avait été planifiée avec le gouvernement à l'occasion de la campagne des 16 jours d'activisme. Cependant, à cause du report des activités de la campagne des 16 jours d'activisme, cette activité n'a pu se tenir. Dans le cadre des activités du programme Initiative Spotlight Mali, des caravanes de sensibilisation sur les VBG/VFF à Ségou, Bamako. Cette activité a été également l'occasion de rappeler les droits et devoirs des aides domestiques et employeurs et le rôle que l'état central doit jouer dans l'amélioration des conditions de vies de celles-ci. Les organisations de jeunes collaboratrices des ONG partenaires ont mené des échanges sur les réseaux sociaux WhatsApp, Facebook et Twitter.

### e) Histoires d'intérêt humain



Je m'appelle Fatoumata Dembélé. J'ai 13 ans en classe de 7ème année de l'école fondamentale. J'ai rejoint l'espace sûr grâce à ma mère. Au début je n'étais pas enthousiaste pour suivre les animations mais grâce aux efforts de nos mentores j'ai vite compris son importance. Il nous a enseignés plusieurs choses sur la vie, à commencer par l'estime de soi, l'éducation pour toutes et en particulier les droits des femmes et jeunes filles. Aujourd'hui je connais les principales violences basées sur le genre, les quelques causes et conséquences et en particulier ce que nous, les filles doivent faire pour les éviter sinon les prévenir. Maintenant je me rends compte que cette initiative m'a éclairée la voix d'un lendemain meilleur, un des plus grands objectifs de ces animations. J'espère que le meilleur est à venir."

« Je m'appelle Niamé Traoré, je suis présidente du RGDF de Koulikoro. Grâce au programme Spotlight à travers le réseau des OSC, les victimes de VBG savent qu'une organisation de la société civile existe et qui intervient pour répondre à ce problème. Le constat est que beaucoup de choses (les querelles, le manque de considération des conjoints...) ont baissé. Les mariages précoces ont beaucoup diminué dans la ville de Koulikoro, les filles souhaitent généralement faire leur étude. Sur le plan culturel, la division sexuelle du travail comme une fille ne doit pas être mécanicien, les garçons ne doivent pas faire la corvée d'eau a changé. Les leaders religieux et coutumiers sont disposés à participer aux renforcements de capacités, par exemple un iman de la ville évoque la lutte contre les VBG lors de ces sermons. »



### f) Témoignages :

Dans la région de Sikasso, l'Initiative Spotlight à travers le partenaire CAEB a aussi mis en avant des changements avec par exemple le témoignage du premier adjoint au maire de la commune de Danderesso (Sikasso) : « Présentement, quand je me rends dans un village pour des activités, les femmes m'interpellent régulièrement par rapport à leur sécurité, santé, AGR ainsi que l'éducation de leurs enfants. Et puis lors des rencontres, elles prennent la parole et donnent leur impression sans difficulté or ces pratiques n'étaient pas monnaie courante chez nous et les actions du projet ont contribué de manière significative à cela. »





Récit d'un cas de mariage d'enfant annulé par un comité de veille et d'alerte sur les VBG : « Une fille de Kati Farada, cercle de Kati, région de Koulikoro a retrouvé le chemin de l'école grâce à l'intervention du comité d'éveil du quartier. En effet, les parents de MD âgée de 16 ans en classe 9ème année, voulaient la donner en mariage malgré son âge et qu'elle soit en classe d'examen. C'est ainsi que MD a saisi le comité d'éveil pour une médiation auprès de ses parents afin que ceux-ci revoient leur décision. Le comité fit la démarche auprès de ses parents avec des arguments convaincants sur les conséquences du mariage des enfants et l'importance de la scolarisation des filles. C'est ainsi que les parents de MD sont revenus à de meilleurs sentiments et ont abandonné leur projet de la donner en mariage à 16 ans. C'est ainsi que MD a pu finalement retrouver le chemin de l'école. Le comité d'éveil assure le suivi afin qu'elle reste à l'école et ne soit déscolarisée pour être marier avant 18 ans ».

Un homme du cercle de Kati, région de Koulikoro déclare : « je ne considérais pas les injures comme de graves violences. Je les proférais sans arrière-pensée, bref, je les banalisais. Grâce aux causeries, j'ai mieux compris leur portée. J'ai décidé de ne plus les commettre à l'endroit de mes amis encore moins à l'endroit de mes enfants ».



Un leader communautaire du cercle de Kati, région de Koulikoro déclare : « Je pensais que l'excision étaient une recommandation de la religion, grâce aux causeries faites par le programme Initiative Spotlight à travers le partenaire APSEF, j'ai fait des recherches pour avoir plus d'arguments. J'ai découvert qu'elle n'existe nulle part dans le Saint Coran. Donc, j'ai décidé de la bannir et de me comporter en leader engagé contre cette pratique. »

Les femmes leaders du village de Meke commune de Sagabala, cercle de Kolokani avec le programme Initiative Spotlight à travers le partenaire ONG TAGNE. « L'excision, nous la bannissons sous toutes ses formes. C'est une pratique néfaste qui peut provoquer de l'hémorragie, la stérilité, la fissure de la vessie, des complications pendant l'accouchement, voire la perte de vie humaine ».



Une femme du village de Toubana déclare : « Depuis que vous avez commencé à faire les causeries sur les conséquences du mariage d'enfants, nos filles de moins de 18 ans ne sont plus données en mariage ici à Toubana. Sept de nos filles âgées de 15 à 16 ans étaient promises au mariage, mais depuis le passage du programme Initiative Spotlight à travers le partenaire de l'équipe APSEF, les parents de ses filles ont tous renoncé à leur mariage ».

Un point focal de Kalaya, cercle de Kati, région de Koulikoro déclare : « Aujourd'hui, je peux dire que mon village est sur la voie du développement, parce que les pratiques de mariage d'enfant, d'excision et de violence ont cessé, il y'a l'entente et l'harmonie dans les couples et l'éducation des enfants est valorisée, tous cela est dû au projet, je ne peux que me réjouir ».





Un conseiller de Tabou déclare « Ici, nous condamnons le mariage d'enfant, mes filles vont continuer leurs études jusqu'à ce qu'elles terminent, sauf si elles se font renvoyer pour mauvais rendement. Nous devons faire comprendre aux communautés que l'éducation est primordiale. »

Chef de village de Niambaly « Moi personnellement, j'ai compris les méfaits de la pratique de l'excision et le fait qu'elle n'a rien à voir avec la religion. J'aimerais qu'à l'échelle du pays, les leaders religieux soient associés aux actions de sensibilisation comme ici afin que l'amalgame de l'excision avec les religions ne soient plus d'actualité, et que tout le monde puisse comprendre et changer de comportement. »



Un conseiller du chef de village de Banambani « C'est grâce au dialogue communautaire que j'ai été éclairé sur les conséquences de l'excision, dès lors, la pratique a connu une régression dans le village. Les familles n'amènent plus leur fille à l'excision même lorsqu'une exciseuse vient offrir ses services ».

Un conseiller de village de Kolèna « Grace aux activités de sensibilisation du projet, je suis convaincu que l'excision est une pratique qui a des multiples conséquences sur la santé des jeunes filles, donc je demande à tout le monde d'abandonner cette pratique. Désormais, aucune fille inscrite à l'école ne sera donnée en mariage d'enfant. Nous avons compris qu'il ne sert à rien d'enlever sa fille de l'école pour la donner en mariage ».



Une survivante de ME de Sobra a témoigné : « On m'a donné en mariage à 14 ans. Après trois ans, je n'arrivais pas à contracter de grossesse. C'est après consultation, que j'ai su que, j'avais des problèmes d'infertilité, j'ai raconté le problème à un point focal du projet pour qu'il me fasse les démarches de la prise en charge auprès du projet. Après ma prise en charge, je suis tombée enceinte et mon mariage a été sauvé parce qu'on était sur le point de divorce. Je remercie l'Initiative Spotlight à travers le partenaire l'APSEF et je m'engage à accompagner le projet pour la sensibilisation de la communauté ».

Une élève de la 9eme année de l'école de Kati Malibougou témoigne « mes parents voulaient me donner en mariage et je leur ai dit que je veux poursuivre mes études, car c'est un droit pour moi. Ils ont tous été surpris par ma réponse et ont arrêté le processus de fiançailles. C'est grâce aux formations du programme Initiative Spotlight à travers le partenaire l'APSEF que j'ai eu un tel courage et des arguments pour convaincre mes parents.



A Doribougou dans la commune de Tioribougou, Gouagnan un notable du village a témoigné que sa fille avait été excisée, il y a de cela 3 ans et a succombé à la suite de l'hémorragie. Dès lors, plus jamais ça chez lui. Donc le programme vient le reconforter dans sa prise de décision ».

Une femme de Nèrèkoro dit « que le changement de comportement surtout chez nous ici à Bèlèdougou est difficile, mais avec le temps tout le monde comprendra. On constate déjà que certaines personnes du village ont adopté l'idée de ne plus faire exciser leur fille, même si elles ne le déclarent pas publiquement, on se connaît tous ici ».



## f) Photos



## f) Vidéos

Le lien google drive vidéo :

[https://drive.google.com/drive/folders/1FCDsf0wKfVczRMSS3Q2w3\\_PAMm944u-JD?usp=share\\_link](https://drive.google.com/drive/folders/1FCDsf0wKfVczRMSS3Q2w3_PAMm944u-JD?usp=share_link)

### XIII. DURABILITÉ

Les mécanismes de durabilité des acquis de l'Initiative Spotlight se mettent progressivement en place à travers plusieurs dispositifs qui assurent la continuité des services en faveur des filles, des femmes et des groupes vulnérables. Ces mécanismes se reposent sur les aspects suivants :

- l'implication de l'état à travers ses structures techniques a permis de mettre à disposition des services de prise en charge des survivantes (One Stop Center, CSCOM, CSréf) des ressources humaines de l'état (agent de santé, police, magistrat, agent psychosocial). Cette collaboration constitue une source de durabilité dans la mesure où ces agents sont des fonctionnaires et ne sont pas pris en charge par le programme Initiative Spotlight. Ce qui signifie qu'ils continueront les offres de services aux termes de l'intervention Spotlight ;
- l'appropriation communautaire de l'initiative à travers les associations de jeunes et de femmes ainsi que les leaders communautaires qui assurent la continuité des actions de sensibilisation, d'information et d'éducation sur les VBG, les pratiques néfastes et les MGF dans leurs communautés respectives. La durabilité se traduit surtout dans l'engagement des communautés par la signature des conventions sociales d'abandon des MGF et des mariages d'enfants. Ces conventions qui engagent ces communautés villageoises sont sources de stabilité et de pérennisation des acquis de l'initiative ;
- l'implication des collectivités locales qui, désormais, font des planifications sensibles au genre dans leurs PDSEC. Ce qui permet de pérenniser les actions en faveur des femmes et des filles après la fin du programme Initiative Spotlight ;
- l'intégration des programmes de formation sur les VBG dans les curricula de formation des écoles dans les zones d'intervention. Les apprenants qui sont formés dans ces établissements sont les décideurs de demain. A ce titre, dès leurs jeunes âges, ils sont préparés sur les bonnes pratiques en faveur des filles et femmes et comprennent les conséquences liées aux VBG, aux pratiques néfastes traditionnelles. Ces écoles pourront continuer également l'enseignement de ces modules dans la préparation scolaire des enfants même après la fin du programme, car ces activités au sein des établissements n'impliquent pas ou peu de ressources supplémentaires ;
- l'harmonisation des approches de l'offre de services dans les structures de prise en charge des VBG grâce à l'élaboration des manuels communs et des cadres uniformisés de prise en charge avec l'appui du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille. Cette uniformisation permet d'offrir la même qualité et les mêmes types de services holistiques dans les différentes structures de prise en charges mises en place ou appuyées par le programme Initiative Spotlight ;
- la formalisation des cadres de collaboration entre les acteurs grâce à la signature des conventions de collaboration entre les partenaires. Cette formalisation permet de renforcer la structure partenariale, d'engager des actions communes en faveur des filles et des femmes grâce à des synergies et complémentarités après la fin de l'intervention Spotlight.
- le renforcement de capacité des bénéficiaires directs par l'amélioration des connaissances des femmes, filles et des survivantes sur les services disponibles, sur les causes et les conséquences des VBG, PTN et mariages d'enfants. Ces connaissances demeurent et demeureront après la fin du programme Initiative Spotlight. Ce qui constitue également une source de durabilité ;
- la multiplicité des services de prise en charge et d'assistance disponibles (médicale, judiciaire, sécuritaire, psychosociale...) dans les zones d'intervention comme par exemples les One Stop Center, les CSCOM, CSréf, les Espaces Sûrs, les maisons de la femme. Beaucoup de ces services sont fournis en ressources humaines par l'état ;
- la mobilisation d'autres ressources autres que les fonds du programme Initiative

Spotlight pour soutenir les acquis de l'intervention constitue aussi des éléments de durabilité, comme par exemple la prise en charge des survivantes à travers le Fonds d'Autonomisation des Femmes et l'Épanouissement des Enfants (FAFE), les fonds UNICEF pour la prise en charge des survivantes et leur orientation vers les services appropriés, la phase IV du programme conjoint UNFPA-UNICEF 2022-2030 et le plan décennal de développement pour l'Autonomisation de la femme, de l'Enfant et de la Famille 2020-2029.

- La mise en place d'un système de gestion des données sur les violences basées sur le genre au niveau national, coordonné par le Mi-

nistère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille est une véritable aubaine. Ce dispositif permettra la collecte, l'analyse et la diffusion des données quantitatives et qualitatives sur les violences basées sur le genre, les pratiques traditionnelles néfastes et la santé de la reproduction. La matérialisation de ce système de base des données participe de la durabilité dans la mesure il présente une alternative à la production des données statistiques relatives au VBG qui est plus ou moins assurée par la GBVIMS piloté par le partenaire qui n'a pas vocation à s'inscrire dans la durée et qui ne couvre qu'une infirme des besoins en matière de données.

## XIV. PROCHAINES ÉTAPES

Pour les 6 prochains mois (Janvier-Juin 2023) le programme poursuivra ses actions dans les domaines ci-dessous :

- fora de plaidoyer des enfants à l'endroit des décideurs scolaires et communautaires (plan d'action des clubs d'élèves) pour prévenir les VBG en milieu scolaire et en dehors ;
- organisation de conférences débats sur les VBG, SR, les MGF, mariages avant 18 ans dans les écoles et en dehors ;
- renforcement de la prévention des VBG à l'école et en milieu professionnel par la diffusion des chartes de bonnes pratiques, bandes dessinées sur les MGF, mariage d'enfant et autres VBG, la dispense des leçons modèles sur les VBG à l'école ;
- renforcement des capacités/recyclage des filles adolescentes déscolarisées, non scolarisées membres des groupements d'adolescentes (15-17 ans, 18 ans et plus) pour la prévention et réponse aux VBG, suivi de dialogue social ;
- renforcement de la prévention des MGF, mariages d'enfants, viols et autres agressions sexuelles et physiques à l'endroit des adolescentes dans les structures de santé et par les agents de santé communautaire (CSCOM) y compris la prévention du COVID 19 ;
- soutien aux groupes AEJT/CCNEJ au niveau de la base pour renforcer la paire éducation sur la santé reproductive et les droits des enfants et adolescent/es y compris à travers les plateformes virtuelles avec les jeunes (OSC), TIC, plateformes des médias ;
- facilitation du dialogue intergénérationnel entre les jeunes et leaders communautaires sur les VBG, la SR, la prise de décisions inclusives et la participation des enfants (DRPFEF, PNVBG, DNPEF, CSCOM) ; contribution à la célébration des déclarations publiques d'abandon des MGF, mariage des enfants et autres formes de VBG par les communautés (femmes/hommes) pour le changement de comportement ;
- célébration journée du 6 Février 2023 dans la communauté ;
- rencontres de plaidoyer auprès des autorités communautaires et leaders religieux modérés influents pour accélérer abandon des VBG ;
- production et diffusion de messages radio-phoniques sur les VBG y compris la prévention et réponse du COVID19 ;
- appui aux leaders religieux et traditionnels à organiser des prêches et des causeries en faveur de l'abandon des VBG, la promotion des droits de la femme et de la fille, de la SR et des normes sociales positives dans les mosquées, les églises, les lieux de cultes et place publiques ;
- appui aux initiatives « Communes amies des filles » et les projets des collectivités qui soutiennent l'achèvement du secondaire pour les jeunes et les intègrent dans les Plans de Développement Économique, Social et Culturel (PDSEC) ;
- prise en charge médicale et psychosociale des survivant(e)s de VBG (MGF/ ME, Agressions, viols et autres agressions sexuelles et physiques) y compris la prévention et réponse du COVID19 ;
- recatégorisation des MGF avec les experts sociologue/Koh, linguiste et psychologue de la communication expérimentés et les experts communautaires, traditionnels pour définir les contours d'une campagne genre Saleema au Mali ;
- renforcement des capacités des adolescentes et les équiper sur les filières porteuses de leurs choix, octroi de fonds de roulement pour leurs installations en vue de leurs auto-nomisations pour réduire les mariages avant 18 ans et empêcher les MGF ;

- suivi, évaluation, rapportage y compris les Visites Programmatiques du Programme ;
- mise en place et renforcement des capacités de la coordination nationale des organisations travaillant sur les droits des femmes et les mettre en réseau afin qu'elles puissent mener efficacement un programme de plaidoyer en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et de la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles, y compris la violence liée au sexe, les pratiques néfastes et le SDDR ;
- appui à l'autonomisation socioprofessionnelle des personnes faisant face à des formes multiples de discrimination croisée, notamment les femmes vivant avec un handicap, les femmes vivant avec le VIH, les femmes et les filles migrantes, les femmes et les filles vivant avec l'albinisme et les femmes déplacées, afin de les aider à améliorer leurs conditions de vie ;
- soutien à la mise en place d'une plateforme digitale pour les organisations de la société civile afin de faciliter et de renforcer la redevabilité et la coordination autour de la violence basée sur le genre ;
- mobilisation de ressources pour accompagner le fonctionnement des réalisations faites dans le cadre du programme Initiative Spotlight (si nécessaire) ;
- accompagnement du processus de transfert au Gouvernement et aux communautés des réalisations (cas des One Stop Center) ;
- opérationnalisation de la stratégie de durabilité des One stop center ;
- exploration des voies et moyens pour une avancée possible sur les lois/textes relatifs aux VBG (vu le statut quo) ;
- restitution des résultats de l'étude sur les déterminants des violences basées sur le genre en milieu scolaire et universitaire dans les régions d'intervention du Programme Initiative Spotlight.

## ANNEXES

### Annexe A : Cadre de résultats

[https://drive.google.com/file/d/1lcm2lw5POWy0Y9NHR-ghYF6wNtAkLuNH/view?usp=share\\_link](https://drive.google.com/file/d/1lcm2lw5POWy0Y9NHR-ghYF6wNtAkLuNH/view?usp=share_link)  
(Version Ang)

[https://docs.google.com/spreadsheets/d/1NGwo\\_t4885wYL5pYgFczqZuvbV0355Mz/edit?usp=share\\_link&oid=114692547173273341637&rtpof=true&sd=true](https://docs.google.com/spreadsheets/d/1NGwo_t4885wYL5pYgFczqZuvbV0355Mz/edit?usp=share_link&oid=114692547173273341637&rtpof=true&sd=true)  
(Version Fr)

### Annexe B : Matrice des risques

[https://docs.google.com/spreadsheets/d/1x2dXdqs6\\_MK4tX7\\_4QZC4TtFdaPc5UwO/edit?usp=share\\_link&oid=114692547173273341637&rtpof=true&sd=true](https://docs.google.com/spreadsheets/d/1x2dXdqs6_MK4tX7_4QZC4TtFdaPc5UwO/edit?usp=share_link&oid=114692547173273341637&rtpof=true&sd=true)

### Annexe C : Rapport d'engagement des OSC

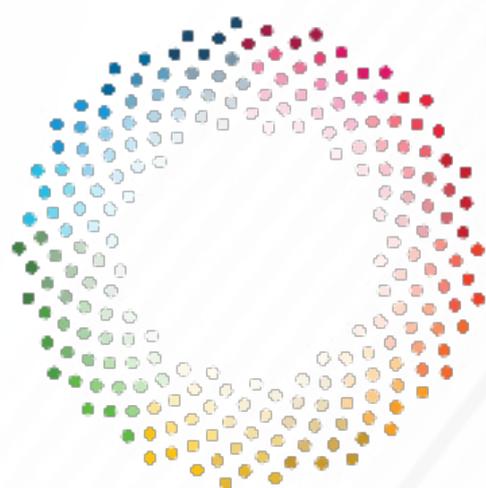
[https://docs.google.com/spreadsheets/d/1UE86C-bkZ\\_cdX9W8lsYth5ypqPVKlclp/edit?usp=share\\_link&oid=114692547173273341637&rtpof=true&sd=true](https://docs.google.com/spreadsheets/d/1UE86C-bkZ_cdX9W8lsYth5ypqPVKlclp/edit?usp=share_link&oid=114692547173273341637&rtpof=true&sd=true)

### Annexe D : Modèle de rapport sur les pratiques novatrices, prometteuses ou bonnes

[https://docs.google.com/document/d/1X\\_-9y6EMrIDBV9kbpVP\\_QteXAGCGXgO8/edit?usp=share\\_link&oid=114692547173273341637&rtpof=true&sd=true](https://docs.google.com/document/d/1X_-9y6EMrIDBV9kbpVP_QteXAGCGXgO8/edit?usp=share_link&oid=114692547173273341637&rtpof=true&sd=true)

### Annexe E : Plan de travail annuel

[https://docs.google.com/spreadsheets/d/1XeU-wjvf0QawvrBtYUwujReqJeRKLSfX/edit?usp=share\\_link&oid=114692547173273341637&rtpof=true&sd=true](https://docs.google.com/spreadsheets/d/1XeU-wjvf0QawvrBtYUwujReqJeRKLSfX/edit?usp=share_link&oid=114692547173273341637&rtpof=true&sd=true)



# Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles*



**Initiative  
Spotlight**  
Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles

